

Cameroun, République Centrafricaine,
Tchad, Niger et Nigeria

Programme de Développement des Nations Unies
**DOCUMENT DE PROJET**

**Titre du projet**: Amélioration de la gestion du lac Tchad par la construction de résistance au changement climatique et réduire le stress des écosystèmes par la mise en œuvre du PAS.

**Résultats et indicateurs du Plan Stratégique du PNUD pour la période 2014-2017:**
Résultat 2.5. Des institutions, des politiques et des cadres juridiques et réglementaires permettent d'assurer la conservation, l'utilisation durable, l'accès et le partage des avantages des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes, conformément aux conventions internationales et la législation nationale.

**Indicateur de résultat 2.5.3.** Nombre de pays mettent en œuvre des plans nationaux et sous-nationaux pour protéger et restaurer la santé, la productivité et la résilience des océans et des écosystèmes marins.

**Effet de l’UNDAF - Tchad:**
Axe 2: Développement rural et sécurité alimentaire
Résultat 2.3 : Gestion durable des ressources / environnement naturel et la mise en place de mécanismes d'adaptation /d’atténuation du changement climatique sont pris en charge.

Entité responsable: Commission du bassin du lac Tchad (CBLT)

Programme Period: 2015-2019

Atlas Award ID: 000XXX

Project ID: 000XXX

PIMS: 4748

Start Date:July 2015

End Date:July 2019

Management Arrangements DIM

PAC Meeting Date April 2014

Programme Period: 2015-2019

Atlas Award ID: 000XXX

Project ID: 000XXX

PIMS: 4748

Start Date:July 2015

End Date:July 2019

Management Arrangements DIM

PAC Meeting Date April 2014

|  |  |
| --- | --- |
| Durée du Programme : 2015-2019ID de l’attribution d’Atlas: 000XXXID du Projet: 000XXXPIMS: 4748Date de début du Projet:Juillet 2015Date de fin du projet:Juillet 2019Dispositions de Gestion DIMDate de réunions du PAC Avril 2014  | Total des ressources requises: **$XXXXXXX**Total des resources allouées: * FEM/LDCF **$ 5,830,000**

Autres:CBLT(en nature) $ XXXXXXCBLT (Montant) Partenaires Multilateraux  |

Résumé

Approuvé par (Entité d’exécution /Partenaire d’application):
Date / Mois / Année

Approuvé par (PNUD):
Date / Mois / Année

**TABLE DES MATIÈRES**

 **ACRONYMES
??????**

Liste des tableaux
Tableau 1.1: Principales institutions partenaires du gouvernement dans chaque pays 15
Tableau 2.1: Cadre des résultats du projet 21
Tableau 2.2: Activités détaillées et plan de travail correspondant à la composante 1 31
Tableau 2.3: Activités détaillées et plan de travail correspondant à la composante 2 36
Tableau 2.4: Activités détaillées et plan de travail correspondant à la composante 3 42
Tableau 2.5: Analyse des risques 43
Tableau 5.1: Contrôle indicatif, plan de travail d'évaluation et budget correspondant 54

Liste des images
Figure 1.1: Carte du drainage du bassin du lac Tchad 7

**I.ANALYSE DE LA SITUATION**

**I.1. Contexte Environnemental**

Le lac Tchad est le quatrième plus grand lac africain (en termes de superficie) après le lac Victoria, le Tanganyika et le Nyassa. Situé dans la région du Sahel de l'Est à la lisière sud du désert du Sahara, le lac Tchad et son bassin actif est une vaste ressource d'eau douce et dynamique partagé entre le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Tchad et la République centrafricaine. La région du lac subit des variations d'amplitude considérables en fonction de la pluviométrie annuelle qui est comprise entre 25 000 et, historiquement, 2000 km2. Il est peu profond, puisque sa profondeur moyenne est de seulement 1,5 m, et son volume d'eau est relativement faible. Il est alimenté à 95% par deux fleuves, le Chari et le Logone. Le lac est également soumis à une évaporation considérable, mais il n’est cependant pas salé. Pendant des milliers d'années, le lac Tchad est un centre de développement, de commerce et d’échanges culturels entre les populations établies respectivement au nord et au sud du Sahara. Pour leurs moyens de subsistance, près de 22 millions de personnes dépendent du lac et des affluents de son bassin qui comprennent des zones humides et des plaines inondables importants, avec une superficie de 966 955 km2. En l'an 2020, il est prévu que la population qui dépend du lac et de ses ressources associées atteindra 35 millions de personnes.

Le Lac Tchad est composé de deux bassins- l’un dans le nord et l'autre dans le sud- qui sont séparés par une mi- section peu profonde, appelée la «Grande Barrière». Celui-ci est un complexe de jonction de certains bassins, à savoir le lac Tchad, le Chari inférieur, les plaines inondables du Logone, le Komadugu Yobe, et les drainages de Bornou avec une superficie maximale d'environ 25 000 km2, et les piscines morphologiques très distinctes qui deviennent complètement visibles en altitude de la surface de l'eau d'environ 279 mètres**.** Le fleuve Chari est l'entrée principale du bassin sud. Le reste de l'eau du lac vient de précipitations directes et un certain nombre de petits affluents, y compris le Komadougou Yobe dans le nord-ouest et de la rivière El beid au sud. Pendant les périodes humides, le niveau d'eau du lac est suffisamment élevé permettant ainsi à la Grande Barrière d'être immergé en permanence. Le lac est alors constitué d'un grand corps unique d'eau bordée par un archipel sur ses côtes orientales. Pendant les périodes de sécheresse relative, le niveau d'eau du lac est faible et la Grande Barrière émerge, séparant les deux bassins dont les niveaux varient indépendamment pendant des longues durées. Lorsque le bassin nord n’est plus alimenté par le débordement de l'eau du bassin sud, il peut complètement sécher. Dans l'ensemble, le paysage du lac se transforme à partir de presque une mer intérieure d'une vaste zone de marais. La caractéristique la plus distinctive du lac Tchad est sa variabilité. Le lac a connu une longue histoire de périodes sèches et humides couvrant plusieurs échelles de temps, allant des effets géologiques aux saisons annuelles.

Le lac Tchad abrite une vaste diversité biologique, avec 120 espèces de poissons et 372 espèces d'oiseaux, et quelques espèces d'antilopes comme le Sitatunga. Les aires protégées tels qu’à Dougia et Mandelia, le Grand Yaérés et le Parc National de Waza abritent des espèces animales sauvages. C’est aussi une zone importante de pâturage pour le bétail. Les terres humides et stratégiques internationales des Hadejia Nguru, sites foyers des premiers Ramsar du Nigeria, se trouve dans ce sous bassin. La race de bovins Kouri, qui est unique au BLT, se trouve également ici. Le Reserve Sauvage de Sambisa (important pour la conservation des éléphants), le Chingurimi Duguma et les secteurs sanctuaires sauvages du lac Tchad du Parc National du Bassin du Tchad sont situés dans le sous bassin appelés les ‘‘*Drainages du Bornou’’*.

Le Chari inférieure est la zone de collecte en eau le plus important pour les eaux qui alimentent le lac, faisant ainsi de lui le plus grand fleuve permanent. Ce bassin s’étend sur la zone sahélo-Soudanienne et la zone soudano-sahélienne 6. Les plaines inondables occupent environ 25 000 km2, avec la plaine la plus importante étant le Grand Yaeres, étant une zone de 5,000 Km2. La préoccupation majeure par rapport aux ressources en eau dans cette plaine est le barrage de Maga.

Le système de la rivière Komadougou Yobe draine 148,00 Km2, et il est un exemple classique d'un flux accru perdant ainsi une grande partie de son flux annuel total par cause d’infiltration et d'évapotranspiration. Ayant le plus grand nombre de barrages et des populations que tout autre sous bassin, la mauvaise gestion des opérations du système de la rivière ainsi que les barrages ont changé son volume global d'eau.

Le *bassin du Nord, connu pour ses* Oasis, est le plus grand bassin (807 360 km2). Il ne fournit aucune entrée en eau pour le lac, comme il est aussi le sous bassin le plus aride. Les principales préoccupations en ce qui concerne l’utilisation des ressources ici comprennent le déplacement des dunes par le piétinement du bétail et la surexploitation des arbres de plus en plus rares. Il est également le foyer du plus grand système d'irrigation échoué qui est devenu moribond lorsque les niveaux du lac ont chuté.

Le *lac Fitri* est une version miniature du lac Tchad. C’est une riche source de pâturage dans une zone de rareté. Il y a une intensification de la concurrence pour les ressources de ce sous bassin entre les populations autochtones, ce qui entraîne un risque accru des conflits pour ses ressources. Le Reserve Sauvage de Sambisa (important pour la conservation des éléphants), le Chingurimi Duguma et les secteurs sanctuaires sauvages du lac Tchad du Parc National du Bassin du Tchad sont situés dans le sous bassin appelés les ‘‘*Drainages du Bornou’’*



Figure 1: Carte de Drainage du Bassin du Lac Tchad

**I.2. Contexte socio-économique**

Le Lac Tchad abrite une population cosmopolite qui a développé des solutions sophistiquées pour s’adapter à la variabilité de l'environnement basées sur la mobilité et la pluriactivité (pêche, l'agriculture et l'élevage). Il offre à ses 22 000 personnes vivant au Cameroun, en RCA, au Tchad, au Niger et au Nigeria des services environnementaux divers, principalement d'approvisionnement (nourriture et eau), de support (terre et cycles d’éléments nutritifs), réglementaires (reconstitution des eaux souterraines, séquestration du carbone, purification de l'air), et des services culturels (loisirs, spiritualité, éducation). Les services de support et d’approvisionnement sont fournis grâce à la diversification économique (culture du sorgho et du millet hydrophiles, chasse et pêche saisonnière, élevage intensif).

La population du Lac Tchad a développé des systèmes de production originaux basés sur et en fonction de l'utilisation de la baisse saisonnière des niveaux d'eau, ce qui a aidé à développer les riches zones humides du lac avec l'agriculture, l'élevage et la pêche. Jusqu'à présent, la pression humaine grandissante sur les ressources a été réglementée par les systèmes coutumiers qui aident à éviter des conflits graves, sans pour autant empêcher certaines tensions. Ces systèmes ont été stimulées par la demande du marché, en particulier celle des deux métropoles régionales, N'Djamena et Maiduguri. Le lac contribue de manière significative à la sécurité alimentaire d'un arrière-pays qui s’étend sur un rayon d'environ 300 km. Les potentielles de pêcheries moyennes dans la plupart des États membres à l'aval du lac est de 50 000 tonnes annuelles, contribuant ainsi de manière significative au PIB des pays respectifs.

La superficie des terres se trouvant immédiatement autour du lac servent de zone importante de pâturage pour le bétail. Les plaines inondables supportent un grand nombre de têtes de bétail broutant de manières saisonnières, ainsi que l'habitat des principales pêcheries et du poisson frai. La pêche sur le lac, source importante de protéines pour les populations locales, est menacée.

Le barrage, construit à l'origine pour soutenir la production de riz à grande échelle, est désormais moribond, mais il a eu un effet très perturbateur sur l'écologie et l'économie du Grand Yaeres et le parc national de Waza.

**I.3. Problèmes à résoudre**

Le plan d'action stratégique du bassin du lac Tchad (PAS) élaboré et approuvé par les pays riverains en 2008 soulève les questions suivantes qui doivent être abordés sur l’ensemble du bassin:

Variabilité du régime hydrologique et disponibilité d'eau douce: la diminution drastique de la disponibilité d'eau douce dans le BLT est une préoccupation majeure. En fait, le volume du lac a diminué de 95% en 50 ans. C'est le résultat de la variabilité dans les régimes hydrologiques des rivières qui l'alimentent et les régimes de précipitations dans la région. Les principaux facteurs qui contribuent à la dernière conséquence comprennent l'absence d’un développement durable dans les programmes politiques des États membres pour gérer la pression de la population et la sensibilisation insuffisante des parties prenantes. La persistance de la dégradation des écosystèmes a entraîné un déclin à l'accès local de l'eau, aux mauvaises récoltes, aux pertes régulières du bétail, à l’effondrement des services de pêcherie et des zones humides, etc. Comme mentionné dans le PAS, les conséquences socio-économiques des impacts comprennent l'insécurité alimentaire et la baisse de l'état de santé de la population. Celui-ci est considéré comme le problème le plus important, non seulement en raison de l'impact et les conséquences ci-dessus, mais aussi parce qu'il entraîne ou contribue à tous les six autres problèmes.

Pollution de l'eau: c’est l'une des causes principales de la perte de la biodiversité dans les zones humides. En effet, l'utilisation de produits agro-chimiques pour le coton commercial et la production du riz, l'exploitation croissante du pétrole au Tchad dans un contexte manquant à l’application des réglementations du travail et des normes environnementales augmentera la pollution chimique inorganique et l'eutrophisation du lac dans un proche avenir. En outre, l'urbanisation croissante résultant de l'exploitation pétrolière au Tchad donnera lieu à la pollution des organes aquatiques par les déversements de pétrole. Si ces tendances se maintiennent, la probabilité d’un épuisement drastique de la pêche et l’augmentation possible des espèces envahissantes sera élevé.
Diminution de la viabilité des ressources biologiques: la haute pression et le stress créé par la surexploitation des ressources naturelles du lac Tchad sapent la capacité de la plante et de l'animal à maintenir leur taux de régénération normale. En effet, il y a une absence de politiques appropriés et de plans harmonisés des États membres pour gérer l'exploitation et les perturbations (disparition de plants d'arbres, l'effondrement de la pêche, la stérilisation des sols, etc.), couplé par le manque de sensibilisation de la population locale dans le États membres. Ce phénomène a un effet de spirale, puisque les pénuries causent une récolte des ressources moins stable, et donc plus de dégradation. La conséquence socio-économique majeure aggrave la pauvreté en raison de pénuries de ressources. Elle contribue également à la perte de la biodiversité et de la variabilité croissante du régime hydrologique ainsi que la disponibilité de l'eau douce.

Perte de la biodiversité: il s’agit de la perte d'espèces végétales et animales, ainsi que des dégâts à la santé des écosystèmes. Elle est due à la croissance de la population, l'absence de développement durable dans les programmes politiques et la faible sensibilisation à l'environnement. Cela réduit la productivité des écosystèmes et donc la disponibilité des ressources résultant à l'approfondissement de la pauvreté. Elle contribue également à la viabilité décroissante des ressources biologiques.

Perte et modification des écosystèmes: la TDA a identifié une modification importante de l'habitat et de la communauté identifié dans le lac et aux environs de la rivière. Par exemple, le lac a changé d’une eau ouverte en un environnement marécageux, et environ 50% des zones humides ont été détruits. Cela est dû principalement à la réduction des flux causée principalement par l’absence d’un agenda politique de développement durable des États membres, ainsi que du faible niveau de conscience environnementale. L'impact de ce phénomène est beaucoup plus senti dans l'effondrement de certaines pêcheries et dans la culture décroissante du riz, ainsi que la perte de la biodiversité et la diminution de la viabilité des ressources biologiques.

Sédimentation dans les rivières et plans d'eau: ceci a conduit à des changements dans les paramètres des canaux fluviaux ainsi qu’à la réduction des apports au lac par le détournement des canaux, ainsi que la colonisation des sites ensablés par les espèces envahissantes. Elle est entraînée principalement par les pratiques agricoles non durables sur les terres marginales et causée par la faible sensibilisation à l'environnement, la pression de la population, l'absence d’un agenda politique de développement durable des États membres.
Espèces envahissantes: Le lac est envahi par l'herbe Typha et la jacinthe d'eau. Le Typha est également un problème majeur dans le bassin de Komadugu Yobe, et les oiseaux quelea sont une nuisance majeure aux plantes et répandus partout dans le bassin. Les espèces envahissantes, dans une large mesure, sont les conséquences de la mauvaise gestion des ressources en eau, la mauvaise application de la réglementation et des normes environnementales, ainsi que l'absence de planification de l'utilisation des ressources. Le Typha bloque les canaux fluviaux et détourne les flux, tandis que le quelea détruit les cultures, et crée à la fois la pauvreté par la perte des moyens de subsistance.

**I.4. Menaces et causes profondes**

Le TDA et le PAS ont souligné trois causes profondes de tendances de dégradation et nécessitent une attention particulière, car elles semblent être très sérieuses. Elles sont brièvement abordées dans un ordre décroissant en fonction de leur couverture et grandeur régionale perceptible comme étant les forces motrices derrière les tendances de dégradation.

*Absence d'agenda politique de développement durable et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles:* dans tous les États membres, il est évident que les gouvernements de l'époque avaient attribué des investissements très minimes dans la gestion des ressources biologiques et le secteur de la protection de l'environnement. Ceci reste difficile à expliquer, puisque l'économie des régions est tributaire de l'exploitation des ressources naturelles, que ce soit par la production agricole ou par la récolte directe des ressources. La raison la plus probable est que les gouvernements avaient des préoccupations à court terme, ce qui est principalement attribuable au faible niveau de sensibilisation à l'environnement et à l'éducation, ainsi qu’au faible instinct de survie dans une économie instable et des problèmes politiques. Il n'y avait aucune pression sur les gouvernements de l’époque pour mettre en place des investissements et des services qui peuvent sous-tendre le développement durable.

*Faible niveau d'éducation et de sensibilisation à l'environnement:* le leadership et la population dans la région ont un minimum de reconnaissance des liens entre la stabilité de l'environnement et le bien-être économique. Par exemple, chaque État membre fournit plus de dépenses budgétaires pour lutter contre les effets des catastrophes environnementales que pour le contrôle proactif de la dégradation de l'environnement. En ce qui concerne la population, en particulier tel que formulé par le biais de leurs représentants élus, il semble y avoir peu de désir pour le changement, encore une indication de plus de l’absence de leur sensibilisation à l'environnement. Au niveau des utilisateurs individuels de ressources, il a, et continuera d'être, une exploitation irresponsable des ressources naturelles.

*Pression démographique:* ce phénomène n’aurait probablement pas été un problème grave isolé. Toutefois, étant donné les niveaux généralement faibles des connaissances techniques pour l'exploitation durable des ressources naturelles qui caractérise la région, couplé avec les pressions de préoccupations de survie à court terme (faible niveau de vie), ainsi que les attitudes de laisser-faire des gouvernements envers l'exploitation des ressources naturelles , il y a une corrélation entre la croissance démographique et l’exploitation inconsidérée et abusive des ressources naturelles.

*Défis juridiques et réglementaires:* la signature de la Convention du bassin du lac Tchad en 1964 était une indication claire de la volonté des pays de la région à aborder les questions liées à la gestion durable du lac et de son bassin versant. Individuellement, les États membres ont également adhéré à de nombreux autres accords et conventions internationaux qui se rapportent à une action internationale conjointe pour aborder les questions d'utilisation des ressources. Toutefois, la Convention du CBLT n'a pas été suffisamment soutenue par les législations nationales pertinentes nécessaires à une mise en œuvre efficace. En outre, la plupart des États membres ont tardé ou sont en défaut de paiement de leurs cotisations financières convenues nécessaires au fonctionnement de la CBLT. Dans chacun des États membres, il n'y a pas absence de lois sectorielles liées à la gestion des ressources en eau dans chaque pays. Cependant, les lois ne sont pas harmonisées, peut être obsolètes dans certains cas, et ont besoin d'être rationalisées avec des perspectives régionales. Les règlements sont très compliqués et appliqués de manière hasardeuse créant ainsi de la confusion entre les différents organismes administratifs. Il y a une multiplicité d'organismes à tous les niveaux de gouvernement qui poursuivent des objectifs différents et non coordonnés de l'eau. Par exemple, les autorités de développement des bassins fluviaux peuvent avoir des responsabilités contradictoires pour réglementer l'utilisation de l'eau en même temps que la gestion du développement dans le bassin versant. Les limites des zones opérationnelles sont généralement basées sur les frontières politiques au lieu de limites naturelles, ce qui rend la surveillance et l'entretien des systèmes fluviaux difficile.

*Défis institutionnels:* la CBLT est capable de réaliser l'ensemble de son objectif, satisfaire les besoins prioritaires de ses parties prenantes et obtenir leur soutien dans le présent et pour l'avenir si l'attention est accordée à la bonne orientation du personnel et au développement de lignes directrices et des procédures pour la mise en œuvre des tâches du personnel. Cela devrait être suivi par la fixation d'objectifs du personnel, le suivi du personnel et un système de récompenses pour garantir le succès. Le développement des PAS, des PAN et des plans de gestion des zones humides clés, ensemble avec des différents niveaux d'acteurs a démontré la capacité de leadership de la CBLT. Les gouvernements des États membres participent pleinement et tirent des avantages de leur participation aux activités de la CBLT parce que les donateurs et les partenaires sont en mesure de financer des projets qui profitent aux citoyens des États membres. Les Etats membres de la CBLT sont motivés aussi par la nécessité de protéger et de préserver le lac Tchad comme un patrimoine commun qui soutient la subsistance d'une grande proportion de la population. Les partenaires donateurs participent et tirent également des avantages car ils continuent à financer des projets de développement de la CBLT. Les communautés sont les plus grands bénéficiaires des activités de la CBLT, car ils sont en mesure d'obtenir des développements financés par les partenaires donateurs.

Le système de planification a jusqu'ici démontré la possibilité de mener des enquêtes, des consultations et des planifications conjointes aux niveaux régional, national et local, mais n'a pas encore permis d’élaborer des mesures visant à intégrer la mise en œuvre et la gestion des réseaux et des partenariats avec les acteurs. Le défi majeur est le manque de capacité à coordonner la mise en œuvre avec les réseaux et les partenaires. Le système de planification, de dotation en personnel, le développement, l'évaluation et récompenses, ainsi que le maintien de relations constructives avec les besoins du personnel doit être renforcé en ayant en place du personnel dédiés et des systèmes efficaces. Des encouragements et des avantages doivent toujours être fournis au personnel à l’échéance sans exception.

Récemment, la CBLT a commencé à réformer le processus de planification du système, la mise en œuvre et le suivi des programmes et des projets. Le nouveau système est capable de répondre aux exigences de la gestion axée sur les résultats. Cependant, la CBLT ne dispose pas encore d’un cadre stratégique, ni une base de données de la société, le niveau de la concurrence, le coût de la transaction, ni la capacité de développer et de mettre en œuvre ce cadre. Il y a peu d'influence du contexte administratif et juridique dans les fonctions de la CBLT. Les procédures mettant en œuvre de telles mesures n’existent pas, sauf pour les questions de finances et du personnel. La Charte de l'Eau du Bassin du Lac Tchad a été rédigée mais pas encore mis en œuvre. La charte de l'Eau n’est même pas encore été ratifiée par tous les États membres. À ce jour, seul le Niger a ratifié la Charte de l'Eau.

Le Département de l'Observatoire de la CBLT a été créé afin de déterminer l'impact des changements environnementaux et d'informer toutes les parties prenantes afin que des mesures d'adaptation puissent être mises en œuvre. La contrainte est qu'il n'y a pas suffisamment de compétences en experts pour surveiller régulièrement et rapporter sur les impacts possibles. Il y’a généralement aussi l'absence de procédures pour guider le personnel sur ces activités. Il y a peu de travail en équipe et pas assez de personnel technique pour exécuter toutes les fonctions de la CBLT. Les procédures techniques et / ou règles d'affaires n’existent pas dans la CBLT.

Les tendances de la pollution et la surexploitation des ressources du bassin du lac Tchad exige que la CBLT fournisse l'intendance environnementale et le leadership pour la mise en œuvre de la GIRE entre les différents acteurs dans le bassin du lac Tchad. L'un des principaux obstacles est l'absence de l'application généralisée des nouvelles technologies par tout le personnel de la CBLT.

Il y a une pratique de planification financière, de contrôle financier et d'élaboration des systèmes et états financiers dans la CBLT. Ceci pourrait être un grand avantage pour le bassin du lac Tchad si nous avons un système commun d'identification des problèmes, de prise de décision, de communication, de suivi et d'évaluation. Ceci a été articulé dans les précédents Rapports d’Evaluation et de Renforcement Institutionnels. Ce système pourrait être la clé dans la mise en œuvre de la GIRE à tous les niveaux. Le plus grand défi est qu'un tel système n'a pas été créé, malgré la mise en œuvre des réformes qui ont commencé en 2010. Il ne fait aucun doute que le manque de formation du personnel sur cette approche est un obstacle majeur dans la mise en œuvre d'un tel système.

La CBLT doit avoir des dotations budgétaires suffisantes pour tenir des réunions régulières conjointes avec les membres des réseaux et les partenariats. Ce financement est un défi majeur puisque chaque participation des délégués doit être entièrement financée par la CBLT au cours de ces réunions. Cependant, à cause du contexte de l'économie mondiale, l'exception étant la capacité des États membres à contribuer au coût de fonctionnement annuel de l'organisation. La CBLT aurait besoin d'identifier les sources de financement autonome pour ses dépenses de fonctionnement pour compléter la contribution des États membres dans le court terme. Les subventions des États membres et des donateurs partenaires sont nécessaires pour les besoins de financement à moyen et long terme.

*Défis économiques et financiers*: les Etats membres du bassin du lac Tchad sont parmi les Etats les plus pauvres du monde. La guerre civile, le VIH / sida, le paludisme, le changement climatique et les catastrophes naturelles associées (sécheresse, pluies, et inondations) font obstacle à tous les efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM), en particulier l'ODM 1 et l’ODM 7, respectivement sur l'éradication de la pauvreté et de la faim, ainsi que sur la durabilité environnementale. La majorité des États membres ont une population jeune et en croissance rapide ayant principalement un caractère rural. Pour la plupart, les gens dépendent financièrement des industries primaires avec la pêche, l'agriculture et l'élevage étant d'une importance majeure. Les autres activités économiques principales comprennent l'exploitation minière, l'exploitation pétrolière et, à une certaine mesure, la fabrication. Dans plusieurs pays, le progrès économique a également été inhibé par les séries des guerres civiles et des dépenses militaires conséquentes, la détérioration de l'infrastructure et le découragement de l'aide étrangère et de l'investissement. La pandémie du VIH sida a directement retardé la croissance économique, car elle affecte principalement la population économiquement active.

Les ressources financières de la CBLT proviennent du paiement des contributions statutaires par les pays membres annuellement. Il s’avère que ces paiements ne sont pas effectués régulièrement, ce qui plombe un peu le bon fonctionnement de l'organisation. Avec une volonté politique claire par les plus hautes autorités des États membres, la CBLT réussi à réunir les fonds nécessaires pour répondre à ses exigences fonctionnelles dans le court, moyen et long terme. La CBLT aurait besoin d'identifier les sources de financement autonome pour ses dépenses de fonctionnement pour compléter la contribution des États membres dans le court terme. Les subventions des États membres et des donateurs partenaires sont nécessaires pour les besoins de financement à moyen et long terme. Les mécanismes financiers mis en place sur la base de principes "pollueur-payeur" et "échantillon-payeur" pourraient contribuer à une gestion durable du bassin du lac.

*Accès difficile aux données et informations:* la région souffre de graves limitations dans la disponibilité des données et d’informations régionales, à la fois aux décideurs et pour informer les membres de la société. Certaines recherches et surveillance ont été menées dans le passé, mais les données ne sont généralement pas comparables dans la région. Les données sont souvent insuffisantes, inexactes ou non harmonisée, mais elles ne sont aussi pas librement échangées et partagés entre les institutions responsables. Les études de recherche et de pilotage menées dans la région sous l'égide de la CBLT et des projets du FEM ont contribué à la connaissance générale de l'environnement du bassin du lac Tchad, mais elles ont aussi démontré la capacité des pays à coopérer dans l'échange de données et d'informations. Cependant, le manque d’un engagement fort des pays n'a pas permis d’atteindre la durabilité dans ce domaine. Le manque de données favorise souvent la confusion règlementaire et l’intérêt personnel. En outre, si et lorsque la législation nationale exige un libre accès à l'information, celle-ci est souvent limitée par la mauvaise diffusion, format amical des non-utilisateurs et l'attention insuffisante des médias sur les questions environnementales. Le manque de technologies de l'information entrave également l'échange d'informations. Cette accessibilité sous-optimale aux données et informations peut entraîner des politiques et des mesures non coordonnées et non fondées au niveau régional.

**I.5. Solutions et Obstacles à la réalisation de la solution à long terme**

La relation entre les ressources (naturelles) environnementales, les moyens de subsistance et les conflits est établie depuis longtemps dans la littérature. Les ressources environnementales sont essentielles à la survie de la population du lac Tchad, à la fois pour leur subsistance et leur source économique, en particulier dans un contexte de pauvreté croissante dans la majorité des États membres du BLT. La population vit principalement dans les zones rurales et dépendent fortement des ressources naturelles. La désertification et les effets néfastes des changements climatiques exacerbent la surexploitation de ces ressources.

Le défi actuel de la sécurité et la migration ultérieure du bétail et des milliers de personnes à la recherche d'une vie meilleure pourrait provoquer une dégradation accélérée des ressources en eau et des écosystèmes. Deux des grands défis de la gestion de l'eau dans le bassin du lac Tchad ont été notées comme étant: (i) la façon de contrôler la consommation d'eau non durable; et (ii) la façon d'améliorer les mécanismes d'allocation de l'eau. Beaucoup d'autres causes ont été identifiées, et des recommandations sont formulées par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) Plan Directeur (CBLT 1992), suivie par une mise à jour de ce plan et la formulation d'un Plan d'Action Stratégique (PAS) (CBLT 1998), y compris, 1) le manque de planification des ressources en eau de l'environnement, le manque de participation des parties prenantes, le manque de coordination et de gestion intégrée, et le manque de capacité à promouvoir le respect et l'application des accords et des politiques.

Le projet du FEM intitulé «retournement de Tendances de dégradation des terres et de l'eau de l'écosystème du bassin du lac Tchad» commence à mettre en œuvre des recommandations par ordre de priorité faites par le Plan Directeur et le PAS. L'objectif de développement de projets est de «renforcer les capacités au sein de la CBLT et ses comités nationaux afin qu'il puisse mieux remplir son mandat de gestion des ressources en terres et en eau dans le grand bassin conventionnel du lac Tchad».

Il est crucial de garantir les conditions environnementales pour la prospérité, la stabilité et l'équité, grâce à long terme, et des réponses rapides proportionnées à l'ampleur des défis environnementaux seront nécessaires. Dans sa vision 2015, la CBLT a exprimé la responsabilité des États membres du BLT sur le " *patrimoine commun et autres zones humides maintenus à des niveaux durables pour assurer la sécurité économique des ressources de l'écosystème d'eau douce, la biodiversité durable et les ressources aquatiques du bassin, dont leur utilisation devrait être faite de manière équitable pour répondre aux besoins de la population du bassin, réduisant ainsi le niveau de pauvreté* »(Stoveland Consult, 2012, pp.8).

La réalisation de solutions à long termes est toujours confrontée à de nombreuses difficultés dans le bassin du lac Tchad. En effet, la Banque mondiale en 2002 a indiqué que les Etats membres de la CBLT ont reconnu que le développement non coordonné n’est pas viable en termes d'investissement, au bien-être socio-économique et à l'écosystème, et qu'ils avaient besoin de coordonner leurs plans nationaux et actions entre eux au niveau régional (Banque Mondiale 2002a). Les réformes institutionnelles engagées par la CBLT à partir de l’année 2000 sont toujours en cours et ne sont pas encore concrétisée.

D'autre part, il y a un besoin crucial pour l’harmonisation d'un cadre d'incitations et de lois dans chaque État membre et sur une base régionale, en particulier en ce qui concerne les risques de pollution transfrontalière. Un autre défi reste l'absence de mécanismes et d'instruments appropriés pour mobiliser des ressources financières internes et externes, visant à assurer progressivement l'autosuffisance de la gestion durable des ressources patrimoniales dans le bassin du lac Tchad. Enfin, l’échec d’intégrer les risques du changement climatique et le renforcement de la résilience de la population va saper tous les efforts visant à maintenir les ressources en eau et les écosystèmes du bassin du lac Tchad.

Ce projet FEM / PNUD "Amélioration de la gestion du lac Tchad par la construction de résistance au changement climatique et la réduction du stress des écosystèmes par la mise en œuvre du PAS" apportera la perspective du changement climatique afin de l’ajouter sur le projet précédent du FEM, tandis que dans le même temps il répond aux préoccupations liées à la capacité de gestion de la CBLT et de ses pays membres à développer et mettre en œuvre des politiques de gestion durable pour remédier aux pratiques de terres / eaux non durables et répondre aux menaces du changement climatique.

**I.6. Analyse des parties prenantes**

Les principales institutions partenaires du gouvernement dans chaque pays sont présentés dans le tableau XX à l'annexe X. Les administrations centrales des États membres du BLT sont les principales parties prenantes qui participent pleinement et tirent des avantages de la participation dans les activités de la CBLT. Ils sont motivés par la nécessité de protéger et de préserver le lac Tchad comme un patrimoine commun qui soutient la subsistance d'une grande proportion de la population. Les gouvernements centraux jouent le rôle le plus important dans la définition des politiques, l’étude des principes et fournissent des financements à travers leurs contributions financières annuelles. Bien qu'officiellement les gouvernements centraux soient censés soutenir la conservation et la protection du BLT, dans certains cas, la mauvaise gestion du BLT gagne leur assistance et affecte négativement les moyens d'existence des communautés vulnérables. L'exemple parfait est celui de la pêche où des puissantes industries sont prises en charge par les gouvernements centraux dans certains des États membres.

Les gouvernements locaux des États membres jouent également un rôle important. En effet, les compétences clés ont été transférées dans les régions, les municipalités et les provinces des États décentralisés lesquelles jouent un rôle clé dans la conservation et la protection du bassin du lac Tchad. Dans certains cas, les gouverneurs dans certains États membres ont plus de pouvoir d’action que les gouvernements centraux. De même, certaines municipalités sont de plus en plus puissantes et s’impliquent davantage dans la prise de décisions sur la gestion du BLT, autant le transfert de compétences et de connaissances devient une réalité. Dans certains pays comme le Cameroun, les jeunes et les femmes sont de plus en plus impliqués dans les instances de prise de décision des municipalités.

D'autres acteurs puissants comprennent les parlementaires qui sont de plus en plus préoccupés par les besoins de subsistance de leurs circonscriptions et exercent autant que possible un contrôle sur les actions des gouvernements centraux. Spécifiquement pour la gestion du BLT, il y a une commission de parlementaires qui ont leur mot à dire en la matière quand il s’agit de prendre des décisions sur la conservation et la protection du BLT.Les communautés riveraines sont des parties prenantes puisqu’elles sont les plus grands bénéficiaires des activités de la CBLT, ainsi leur permettant d’être en mesure d'obtenir des projets développements financés par les partenaires donateurs. Ce sont principalement des éleveurs, des agriculteurs, des pêcheurs, des associations de mareyeurs, des associations de femmes impliquées dans la culture maraîchère et l'artisanat, les chasseurs et les bûcherons traditionnels, les utilisateurs de produits non ligneux de la forêt, et plus récemment des mineurs de sable, tous tirent directement leur subsistance et leurs revenus du BLT. Le nombre de bénéficiaires a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, et en particulier au cours des 4 dernières années avec la crise alimentaire, les catastrophes naturelles et des problèmes de sécurité résultant d'attaques terroristes et la guerre civile. Par exemple, environ 70 000 réfugiés en provenance du Nigeria sont venus augmenter le nombre des 80 000 victimes de la crise alimentaire déjà existants avec leur bétail dans la partie Niger du BLT (OCHA, 2014), et la tendance se poursuit. Des exemples similaires peuvent être fournis sur les autres États membres voisins du BLT. Cela crée une pression considérable sur le BLT qui nécessite une attention sérieuse, en collaboration avec le pôle environnemental de l'OCHA.

La migration intense des 4 dernières années et l'augmentation du nombre de réfugiés a conduit à une augmentation du nombre des organisations humanitaires internationales qui deviennent de nouveaux acteurs importants. En fait, au Niger, le nombre d'organisations humanitaires internationales a augmenté de 111% (3-27) de 2010 à ce jour, et les besoins ne sont pas satisfaits. Certains États membres ont l'intention de lancer des programmes nationaux de lutte contre les pluies et les inondations.

Les défis mentionnés ci-dessus ont conduit à l'émergence d'autres nouveaux acteurs. Par exemple au Cameroun, l'union des municipalités riveraines du Logone et la confédération camerounaise des éleveurs deviennent de plus en plus puissant sur la gestion du BLT.

D'autres parties prenantes incluent les ONG environnementales nationales, des programmes et projets de développement et d'environnement, des universités, des organisations religieuses, les autorités coutumières et d'autres organisations de la société civile qui jouent aussi un rôle important dans la sensibilisation des communautés locales sur l'importance de la conservation et la protection du BLT pour la durabilité de leurs moyens de subsistance. De grands espoirs sont placés dans le Projet d'Exploitation de Pétrole dans la plaine du Logone en termes de protection de l'environnement du lac. Le PNUD a participé activement aux mécanismes de gouvernance régionale.

Plusieurs organisations internationales, y compris l'UICN, le PNUD, le PNUE et l'UNESCO ont contribué à améliorer les connaissances sur les ressources du BLT, de renforcer la capacité institutionnelle de la CBLT ainsi que de soutenir la coopération régionale et la gouvernance.

Les institutions spécialisées des institutions inter-gouvernementales comme l’AGRHIMET ont contribué à la surveillance agro-météorologique et hydrologique au niveau régional. D'autres communautés scientifiques et universitaires, tels que l'IRAD et l’IRD ont participé dans les deux processus régionaux et nationaux à l'amélioration de la promotion des connaissances et le partage d'expériences dans le BLT. D'autres universités sont de plus actives en contribuant pour remédier aux effets néfastes du changement climatique sur le BLT, et contribuent à l'émergence de nouveaux jeunes ingénieurs capables de s’attaquer aux principaux défis à relever dans le BLT.

Après les réformes institutionnelles entreprises par la CBLT il y a près de quatre ans, certaines organisations bilatérales et multilatérales sont désireuses de soutenir la gestion durable du BLT, à cause de la confiance que la CBLT s’est construite à travers des réformes institutionnelles et le développement de sa vision 2025 ainsi qu’un PAS clair. Il s’agit notamment de l'Union européenne qui soutient actuellement un programme afin d’aider les personnes confrontées au défi de l'insécurité et de renforcer la culture de la paix entre les communautés locales dans le BLT. La Banque Africaine soutient le projet régional PRODEBAL ainsi que le projet du FEM qui est actuellement dans sa phase de développement. L’autre soutien vient de l'Agence de Coopération Allemande à travers la GIZ et l'Institut Fédéral des Géosciences et des Ressources Naturelles (BGR) qui soutiennent la capacité institutionnelle de la CBLT ainsi que des mesures visant à lutter contre le changement climatique.

Ce projet du CBLT / FEM relatif à "l’Amélioration de la gestion du lac Tchad par la construction de résistance au changement climatique et la réduction du stress des écosystèmes par la mise en œuvre du PAS" documentera les leçons tirées par le projet précédemment soutenu par le PNUD-CBLT / FEM sur le «renversement de tendances de la dégradation des terres et de l'eau dans l'écosystème du bassin du lac Tchad ". Le premier projet mettra davantage l'accent sur la résilience au changement climatique.

**I.6. Analyse Préliminaire**

Depuis sa signature en 2012, seul le Niger a ratifié la Charte de l'Eau. Les parties annexes intégrantes de la Charte ne sont pas encore toutes finalisées et validées. Cependant, la mise en œuvre effective de la Charte contribuera de manière significative à fournir des recours efficaces pour résoudre les grands problèmes du bassin.
Il y a toujours une disparité flagrante entre les politiques, laquelle n’est pas propice à la gestion collaborative efficace au niveau régional. Même au niveau national, l'harmonisation des politiques sectorielles pour la gestion intégrée des ressources en eau et les écosystèmes reste un défi majeur.

Remplir la base de données pose un grave problème dans le bassin du lac Tchad. Il y a un réel besoin de réhabilitation des stations hydrométéorologiques afin de fournir des données fiables. En outre, ces données doivent s’étendre aux questions environnementales et agricoles plutôt que de se limiter aux questions de l'eau. Il y a un manque général d'information sur les réserves d'eau souterraine et les impacts de l'abstraction ne sont pas connus, mais les ressources potentielles en eau souterraine sont limitées.

L'impact des changements dans la nappe phréatique due à la réduction des flux, des zones humides et des lacs, mais aussi leur fonction de recharge aquifère et à cause de l’engloutissement aveugle de forages qui sont souvent non fermés et coulants, est inconnu. L’analyse de données nécessite des spécialistes ainsi que de l'équipement informatique efficace; ce qui n’est pas encore le cas au sein de la CBLT. L'accord signé en 1998 entre les Etats membres de la CBLT et ne prévoyant pas le partage des données n’est toujours pas appliquée. Cette convention devrait être mise à jour en fournissant plus de précisions sur les types de données à partager tout en préservant la souveraineté des États membres.

L'impact du changement climatique sur les ressources en eau et les écosystèmes du bassin est une réalité aujourd'hui. En fait, les services environnementaux sont de moins en moins assurés par le lac. Là par exemple, la baisse drastique de l'offre des produits de la pêche à cause du rétrécissement du lac et de la perte de biodiversité. Pourtant, l'Analyse de la Surveillance Transfrontalière à l’époque n'a pas pris en compte les risques de changement climatique. Il est donc très important de réviser le TDA et le PAS pour inclure les questions liées au changement climatique pour leur future intégration efficace.

Il est actuellement admis par tout le monde que la participation effective des parties prenantes et en particulier des communautés voisines est cruciale pour la gestion durable des bassins versants. Le projet de la CBLT / FEM sur la "Inversion des tendances de la dégradation des terres et de l'eau dans l'écosystème du bassin du lac Tchad" devrait aller au-delà de l'analyse des intervenants pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à promouvoir la participation du public dans le bassin du lac Tchad. La CBLT et ses principales parties prenantes doivent parvenir à la conclusion d'un engagement afin de guider les partenaires au développement (bailleurs de fonds, ONG, consultants, et autres) qui souhaitent développer la gestion de projets transfrontaliers des ressources en eau dans une approche inclusive des parties prenantes**.** La conclusion d'un tel engagement est pertinente puisqu’il a le potentiel d'améliorer la coordination entre les différentes activités du projet en évitant la duplication et la promotion de la gestion intégrée du bassin. La coordination pourrait être obtenue grâce à des encouragements, à la création d'un environnement favorable et grâce à la collaboration et la participation. La CBLT pourrait faire une approbation implicite de tout projet qui démontre la participation des efforts des parties prenantes et des synergies avec d'autres acteurs. En faisant ainsi, la participation du public et la synergie des actions deviennent à la fois la conditionnalité et l’encouragement nécessaires à la conception et la mise en œuvre des projets.

**II. STRATÉGIE**

**II.1. Justification du projet et conformité de politique**

Ce projet '' "Amélioration de la gestion du lac Tchad par la construction de résistance au changement climatique et la réduction du stress des écosystèmes par la mise en œuvre du PAS", s’inscrit dans et complète le portefeuille de projets du FEM sur les Eaux Internationales, puisque le projet s’appuie sur un programme régional d'action stratégique mené par des Etats et développé avec le soutien du FEM. Cela permettra au projet de générer de nombreuses leçons utiles et servir de modèle mature pour de nombreuses autres initiatives transfrontières dans le portefeuille mondial du FEM.

Le projet mettra en œuvre le Programme d'Action Stratégique élaboré avec l'aide du FEM et basé sur une analyse de surveillance transfrontalière détaillée afin de contribuer au renforcement de l'ensemble du portefeuille du FEM-IW par la participation à l’IW: activités d’APPRENTISSAGE, la mise en œuvre de projets de démonstration de réduction du stress transfrontalière. En outre, le projet est conçu pour intégrer les leçons d'autres initiatives du FEM-IW telles que les projets sur les bassins du Niger, le Volta et le Sénégal. Le financement du FEM: permettra la mise en œuvre régionale coordonnée du PAS à travers la Commission du bassin du lac Tchad; et favorisera l'élimination des barrières sectorielles dans la gestion intégrée des ressources et des écosystèmes d'eau du bassin du lac Tchad.

Ce projet est conforme à la stratégie des Eaux Internationales du FEM telle que décrit dans le Document de Programmation final de FEM-5 (FEM / R.5 / 25 / CRP.1). L’objectif numéro 1 vise à catalyser la coopération multiétatique afin d’équilibrer l’utilisation contradictoire de l'eau en surface et souterraine des bassins transfrontaliers tout en tenant compte la variabilité et les changements climatiques. Le projet proposé est bien axé sur les résultats et les cibles de l'Objectif 1. Le projet se concentre sur la mise en œuvre du PAS du Bassin du Lac Tchad qui a été approuvé par les pays membres du lac Tchad en 2008. Le PAS est ancré sur des approches éco-systémiques intégrés à la gestion durable du lac Tchad.

Le projet appuiera la mise en œuvre des institutions, des réformes politiques et juridiques (IW-Résultat 1.1) initiées au cours du développement du PAS par la promotion des outils politiques dans la législation nationale et régionale pour une meilleure gestion des eaux de surface et souterraines, la biodiversité et les zones humides du lac Tchad. En outre, le projet mettra en place les conditions d'une gestion adaptative fondée sur les écosystèmes à travers des comités de capacitation interministériels/fonctionnels d'experts nationaux et régionaux, ainsi que la mise en place d'un programme de surveillance transfrontière. Le projet appuiera également la durabilité institutionnelle pour assurer que le PAS et la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) soient auto-suffisants à long terme (IW Résultat 1.2). Sur la base des priorités identifiées dans les PAN et les plans régionaux existants, le projet mettra en œuvre des actions transfrontières innovantes pour améliorer l'utilisation efficace de l'eau et promouvoir la GIRE (IW-Résultat 1.3), y compris par des actions communautaires locales. Les impacts potentiels et l'adaptation aux changements climatiques seront intégrés dans les actions de gestion visant la capacité des écosystèmes comme thème central du projet (IW-Résultat 1.4). Le projet fournira également des résultats supplémentaires tels que l'amélioration de la sensibilisation du public et la capacité renforcée des parties prenantes pour mener des actions.

 Le projet permettra également de fournir des résultats tels que: la sensibilisation accrue du public; capacité renforcée de parties prenantes pour mener des actions; durabilité institutionnelle assurant l'adaptation / la résilience au changement climatique, gestion fondée sur l'écosystème du bassin permettant ainsi à la CBLT d’être auto-suffisante dans le long terme. La participation de tous les États membres dans la gestion du bassin du lac Tchad permettra d'améliorer les ressources en eau transfrontalières, la gestion des écosystèmes, la paix et la stabilité régionales.

Les avantages socio-économiques et l'intégration du genre serviront à renforcer les effets des interventions sur la gestion du bassin du lac Tchad. Il y a un effet de renforcement mutuel entre et parmi les objectifs d'amélioration de l'environnement, l'optimisation des avantages économiques et l’amélioration du rôle des femmes dans la formulation et l'exécution des projets.

**II.2. Appropriation des pays: Admissibilité et rôle conducteur des pays**

La Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et sa Convention ont été établis en 1964 pour réglementer et contrôler l'utilisation de l'eau et d'autres ressources naturelles dans le bassin, et d'initier, promouvoir et coordonner des projets de développement et de recherche des ressources naturelles. La Commission encourage également des mécanismes de règlement des différends et de renforcer la coopération régionale entre les Etats Membres de la Convention du lac Tchad.

Individuellement, les États membres ont adhéré à plusieurs conventions et accords internationaux (la Biodiversité, la CCNUCC, l’UNCCD, le Ramsar, etc.) se rapportant à une action internationale conjointe pour aborder les questions d'utilisation des ressources naturelles. En outre, le Niger, le Tchad et la République centrafricaine ont terminé leurs Programmes Nationaux d'Adaptation des Actions (PANA), et des projets sont en cours pour assurer la résilience des moyens de subsistance. La Capacité Africaine de l'Eau a assisté la CBLT de créer un cadre réglementaire et juridique (une Charte de l'Eau) qui est à la fois convenable et flexible. La Charte de l'Eau a été finalisée et adoptéeau 14ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CBLT tenue le 30 Avril 2012 à N'Djamena au Tchad.

Le projet aidera les pays à respecter leurs engagements en ratifiant la Charte de l'Eau du lac Tchad et mettre à jour des PAS afin d’intégrer les questions de vulnérabilité du climat et de son changement. Des programmes stratégiques de réduction de la pauvreté sont envisagés sur les investissements prévus dans le composant 5 visant à démontrer la gestion durable des écosystèmes et des approches alternatives de subsistance.
Les pays riverains ont officiellement approuvé le PAS du bassin du lac Tchad au cours de la mise en œuvre du premier projet PNUD / FEM et élaboré des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre la PAS au niveau national.
Le projet proposé constitue une réponse aux besoins d'adaptation urgents et immédiats. Il est conçu pour faire face aux coûts supplémentaires des mesures d'adaptation prioritaires identifiés dans les PANA et va aussi créer la capacité nécessaire pour continuer à le faire même après l'achèvement du projet (durabilité). Cette proposition a été élaborée à travers un processus participatif, et toutes les parties au niveau national, régional et local ont été dûment associées et informées.

La CBLT a pris les devants dans la préparation du document de projet. Tout d'abord, un atelier de conception régionale a eu lieu à N'Djamena au Tchad le 30 Avril 2013 et a reçu une large participation des parties prenantes clés (Rapport PPG 1). Deuxièmement, des consultations ont eu lieu dans les pays riverains, y compris dans les municipalités sélectionnées situées dans les régions nationales du bassin (Juin-juillet 2014), associant les ministères clés (principalement ceux en charge de l'Eau, l'Agriculture, les Forets, l'Environnement, les Finances, les Affaires Etrangères, la Planification, etc.), les points focaux nationaux, les dirigeants, les décideurs afin de répondre aux principaux acteurs locaux tels que les bénéficiaires, les communautés, la société civile, les élus locaux, les services de vulgarisation, les décideurs régionaux, les responsables gouvernementaux et les partenaires (Rapport PPG 2). La stratégie du projet, son cadre logique, les arrangements institutionnels ainsi que le budget ont été présentés et validés par la CBLT et les pays riverains.

 **II.3. Principes de conception et Considérations Stratégiques**

**XXXXXXXX.**

**II.4. Objectif du projet, résultats et activités**

L'objectif du projet est d'améliorer la Commission du bassin du lac Tchad et les pays riverains du bassin pour parvenir à une gestion intégrée de résistance au changement climatique basée sur l'écosystème du bassin du lac Tchad à travers la mise en œuvre des politiques convenues, des réformes juridiques et institutionnelles, le développement d'outils de gestion, les investissements et actions pilotes améliorant la qualité et de la quantité de l'eau, de protéger la biodiversité et de soutenir les moyens de subsistance.
Le projet reconnaît la nature complexe et interconnectée du bassin du lac Tchad et vise à développer **une** approche de gestion plus coordonnée basée sur la GIRE, tant au niveau national qu’au niveau régional mettant l’accent sur le rôle élargi de toutes les parties prenantes dans un cadre de gestion participative. D’une manière reproductible, le projet démontrera des stratégies intégrées pour la gestion des écosystèmes de l'eau. Les démonstrations mettront l’accent sur le développement des approches de gestion intersectorielle qui aborderont les exigences pour permettre le réalignement institutionnel et l’infrastructure appropriée, l'adoption de nouvelles modalités de participation sectorielle, le renforcement des capacités régionales de gestion durable du bassin, les liens des causes économiques profondes de la dégradation de l'environnement et le besoin global de durabilité.

Suivant l’approche basée sur l'écosystème conçue dans le PAS régionale et les résultats des discussions avec les parties prenantes du bassin du lac Tchad (y compris les partenaires techniques et financiers régionaux et nationaux), six éléments interconnectés sont prévues pour atteindre cet objectif. La Composante 1 se concentrera sur la mise en œuvre d’une gestion efficace du lac au sein de la CBLT et les pays membres laquelle qui est soutenu par la composante 2 (renforcement des capacités et des institutions nationales) et Composante 3 (mise en œuvre des reformes politiques, juridiques et institutionnelles). La Composante 4 est conçue pour aider la CBLT et les pays membres à élaborer et mettre en œuvre des systèmes de gestion d'information et de suivi des données appropriées / et soutenir la Composante 1. La Composante 4 s’appuiera sur les activités soutenues par le projet de la BAD afin de développer des bases de données d'information sur les eaux souterraines et la biodiversité. La Composante 5 abordera les communautés locales par le biais de démonstrations pilotes dans la gestion partagée des ressources en eau de la région en liaison avec (notamment) les Composantes 1 et 2. La Composante 6 facilitera les besoins à long terme de la mise en œuvre du PAS en enquêtant à travers des investissements potentiels des études de préfaisabilité qui soutiendront davantage la gestion du bassin du lac Tchad (Volet 1). Environ 1% de la subvention du FEM sera consacrée à contribuer aux activités de IW-LEARN, telles que la rédaction de notes sur les expériences du IW, la participation à des réunions régionales de IW ainsi que des IWC pendant toute la durée du projet.

¶**Composant 1 : ¶Gestion transfrontalière efficace de réserve d’eau du lac par une Commission du Bassin du Lac Tchad renforcée et ses organes annexes¶**

Les pays riverains du Bassin du Lac Tchad établis en mai 1964, la Commission du Bassin du Lac Tchad(CBLT) avec le rôle spécifique (i) contrôlent de manière durable et équitable le Lac Tchad et d'autres ressources d'eau partagées du Bassin du Lac Tchad, (ii) conservent les écosystèmes du Bassin Conventionnel du Lac Tchad, et (iii) favorisent l'intégration, la paix et la sécurité régionales à travers le Bassin. ¶Parmi les accomplissements, la CBLT a élaboré :¶

¶La vision 2025 de BLT basée sur une analyse de la situation actuelle et les défis à l’IWRM. ¶Elle définit les moyens de parvenir d’ici 2025 à la situation envisagée concernant l’action à court, moyen et à long terme nécessaire pour être mise en œuvre pour l'inversion des tendances de dégradation, de la restauration et de la conservation de l'écosystème qui ne nuit pas à l’environnement et au développement durable de la sous-région;¶

¶La Charte de l'Eau du Lac Tchad qui devient le premier instrument juridique après la Convention de Fort Lamy de 1964 qui doit être collectivement approuvé par les plus hautes autorités politiques comme document obligatoire pour couvrir tout le bassin du Lac Tchad. ¶Le but de la Charte est de développer, adopter et mettre en œuvre les politiques et les stratégies pour favoriser l'équité, l’efficacité et la durabilité de l'eau et d'autres ressources du bassin afin de faciliter la bonne gouvernance, la coopération sous régionale et la solidarité. ¶

¶Le défi de la CBLT est de soutenir les pays en mettant en application les politiques et améliorer la surveillance de tout le bassin, vers une approche intégrée de gestion de l’écosystème du bassin du lac. ¶Avec les ressources de FEM, les interventions des priorités se concentreront sur l’établissement des mécanismes pour surveiller la mise en application de la Charte de l'Eau du Lac Tchad et développer les outils appropriés pour la gestion des risques de catastrophe (l’une des principales mesures de la Charte de l'eau).¶

**Rendements et activités ¶**

***Rendement 1.1 :¶*** *Établir un système de surveillance pour l'exécution efficace de la Charte de l'Eau du Lac Tchad ¶*

La Charte de l'Eau du Lac Tchad a été officiellement approuvée ou adoptée au 14ème sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CBLT tenu le 30 avril 2012 à N'Djamena au Tchad. La Charte couvre différents ¶articles et sphères telle que la gestion de la qualité et de la quantité d'eau de surface et des terres marécageuses; la ¶gestion d'eaux souterraines; l’¶écosystème et la biodiversité; le ¶processus d'approbation de nouveaux projets; les installations ¶d'intérêt commun; les ¶responsabilités nationales et régionales; le partage et l’échange des ¶données; ¶la prévention la prévention et résolutions de conflit; ¶et le développement socio-économique de population riveraine.¶

¶En plus du processus de ratification, la CBLT a accentué le besoin d'établir le système de surveillance approprié de la mise en application de la Charte de l'Eau pour donner à tout moment le feedback sur le progrès accompli et les défis rencontrés. ¶Avec les ressources de FEM, le mécanisme sera établi pour développer un modèle normalisé pour l'évaluation interne et externe de la Charte de l'Eau du Lac Tchad d'une façon plus efficace, plus quantifiable et plus objective. ¶Les activités prévues sont les suivantes :¶

* Développer un plan stratégique de surveillance globale et un document de conseils pour les méthodes appropriées d'évaluation, y compris la définition des objectifs et des cibles, du choix des indicateurs et des moyens de vérification, d'identification des sources des données et des méthodes de collection, du amélioration de la gestion des données et de l'information, entreprendre des évaluations spéciales, et de la facilitation du reportage et de la revue. ¶Les conseils seront développés avec la participation des dépositaires du bassin (les gestionnaires d'eau, les utilisateurs et les décideurs) qui aident à choisir la question prioritaire la plus élevée pour surveiller en ce qui concerne la mise en application/efficacité de la Charte de l'Eau ; ¶
* Collecte des données impliquant l'O.N.G. ou les consultants et supervisée par la CBLT ;¶
* Analyse des données et partage des résultats avec les dépositaires.¶

***Rendement 1.2 : ¶****Développer les plans de secours et de réponse à la catastrophe liés à l'inondation et à la sécheresse pour assurer la protection des personnes, de l'environnement et des ressources en eau*

 *¶*

La Charte de l'Eau, en son article 38, stipule que "afin d’empêcher et de contrôler les situations d’urgence, la partie étatique doit, en collaboration avec la Commission, développer conjointement et appliquer les plans de secours et les plans de réponse à la catastrophe pour atténuer, éliminer ou réduire le dommage qui peut être causé à la population, à l’environnement et aux ressources en eau dans le Bassin par de telles situations d’urgence ". ¶Les ressources de FEM soutiendront la CBLT à établir les outils appropriés de planification de la gestion des risques de catastrophe (DRM) pour atténuer les effets naturels des catastrophes, spécifiquement la sécheresse et l’inondation, sur les multiples terres marécageuses et les plaines inondables qui soutiennent l'économie de la région. ¶Ceci sera réalisé à travers les activités suivantes :¶

* Tracer les potentielles zones importantes de risque d'inondation et de sécheresse dans le bassin ;¶
* Effectuer une évaluation des risques d’inondation/de sécheresse: ¶l'évaluation inclut une délimitation des réserves d’eau et des sous-bassins, une description d'événements d'inondation et de sécheresse dans le passé et la probabilité d'inondation et de sécheresse dans le futur, aussi bien qu'une évaluation des potentielles conséquences négatives, tenant compte du développement socio-économique à long terme ;¶
* Définition des mesures structurales et non-structurales avec des indications de leur efficacité (par exemple : types des constructions d’imperméabilisation, des prévisions de sécheresse et d'inondation, préparation en cas de sécheresse et d'inondation, planification de secours, etc…) ;¶
* Basé sur cette information, un plan de gestion des risques peut être mis en place. ¶Les mesures les plus appropriées doivent être envisagées et mises en œuvre avec la participation des dépositaires des pays riverains.¶

***Rendement 1.3 :¶*** *Évaluer et améliorer l'efficacité de la gestion des zones protégées ¶*

Le bassin du Lac Tchad couvre au moins vingt zones protégées pour la conservation de la biodiversité. ¶Le statut juridique des secteurs protégés est variable (parc national, réserve de faune, réserve de biosphère, etc.). ¶Au niveau des pays et de la sous-région, on observe qu'il y a des insuffisances marquées dans la conservation de la biodiversité. ¶Cette situation se manifeste par le braconnage, la pression de déboisement du pacage, les animaux parasites, la multiplication des canaux de pêche, le rapport difficile entre les communautés, etc… ¶L'existence de la problématique partagée devrait encourager l'identification de la solution de gestion commune, spécifiquement concernant la gestion des zones protégées. ¶Les zones protégées pourront seulement contribuer de manière significative à la conservation de la biodiversité du Lac Tchad si elles sont gérées de manière efficace. ¶Les évaluations normalisées de répétition de l'efficacité de la gestion sont devenues un outil puissant pour soutenir la gestion adaptative et efficace des zones protégées avec le temps. ¶Elles aident à s'assurer que les zones protégées répondent à leurs objectifs de conservation et fournissent des résultats désirés de conservation. ¶Sous la surveillance de la CBLT et de l'appui technique d'IUCN, la gestion efficace des zones protégées sera améliorée par l'approche suivante:¶

* Établir un réseau des managers des zones protégées pour discuter et partager les préoccupations communes et identifier les solutions appropriées ;¶
* Évaluer l'efficacité de la gestion qui inclue: ¶Evaluation de l'importance, des menaces et politique / l'environnement culturel, Evaluation de la conception et de la planification de la zone protégée, Evaluation des ressources dont on a besoin pour effectuer la gestion de la zone protégée, Evaluation de la manière par laquelle la gestion est menée, Evaluation de la mise en œuvre des programmes de gestion, des actions et des services, Evaluation du point auquel des objectifs ont été atteints.¶
* Développer et soutenir la mise en œuvre des principales recommandations résultant des évaluations d'efficacité de gestion, comme partie intégrale des stratégies de gestion adaptative. ¶

**Composant 2: ¶Établissement des mécanismes nationaux de gouvernance efficace et d'aide financière ¶**

Le développement de la Charte de l'Eau du Lac Tchad est une indication claire de la bonne volonté des pays dans la région et d'aborder des questions liées à la gestion durable du lac et de son bassin de réserve. ¶Individuellement les Etats membres ont également accédé à beaucoup d'autres accords internationaux et les conventions relatives à l'action internationale commune pour aborder les questions d’utilisation des ressources. ¶Cependant, la Charte comme tous les documents juridiques est une simple expression qui peut seulement être efficace si elle est correctement mise en œuvre et respectée aux niveaux nationaux. ¶La Charte de l'Eau n'est pas suffisamment soutenue par les législations nationales appropriées requises pour la mise en exécution effective. ¶OOn constate également la coordination limitée entre les ministères engagés dans la surveillance des ressources du bassin pour soutenir le processus d’intégration et la discussion sur des questions relatives à l'intégration régionale, y compris le progrès, les défis, et les solutions. ¶En plus de la coordination limitée entre les ministères, il y a également une déconnection observée entre les ministères qui mettent en application les décisions de la CBLT et les principaux dépositaires qui devraient faire partie intégrante du processus d’intégration. ¶Enfin un certain nombre de pays n'ont pas l'allocation spéciale dans le budget affecté aux activités et aux programmes régionaux. ¶Dans la plupart des cas, l’allocation des ressources est donnée aux ministères comme une somme forfaitaire et cela dépend des ministères d’identifier quelques ressources à partir de l'allocation qui leur est donnée pour financer les activités et les programmes régionaux. ¶Par conséquent, l'identification des ressources financières pour financer les activités régionales est essentielle à tous les Etats membres.¶

¶Avec les ressources de FEM, les instruments juridiques, de politique et financiers seront établis au niveau national et harmonisés à travers les pays pour une plus grande disponibilité de l'eau et une gestion conjonctive efficace des ressources d'eaux de surface et souterraines et des écosystèmes afférents.

 ¶

**Rendements et activités ¶**

***Rendement 2.1: ¶****Développer une feuille de route pour la domestication efficace de la Charte de l'Eau du Lac Tchad dans les cadres de politiques nationales¶, juridiques et réglementaires.*

Les Etats membres de BLT sont le centre de l'intégration régionale et leur plein engagement à mettre en application les Décisions et Accords peut aider à rendre décisive la différence vers la réalisation des dispositions de la Charte de l'Eau. ¶Mais la domestication n'est pas une tâche simple et elle exige un engagement politique fort et des efforts coordonnés par tous les dépositaires et des outils appropriés. ¶Avec les ressources internes, la CBLT œuvre vers la ratification de la Charte de l'Eau du Lac Tchad par le Nigéria et la RCA. Les ressources de FEM soutiendront la domestication nationale et la budgétisation par les activités suivantes :¶

* Examiner les cadres de politiques nationales¶, juridiqueset réglementairespour identifier des lacunes et des déficits ;¶
* Organiser de rencontre des consultations nationales (au moins 10) avec les décideurs politiques appropriées pour discuter du processus à entreprendre pour ajuster les règlements et les ajustements des politiques ;¶
* Elaborer et mettre en œuvre une feuille de route pour ajuster la politique et le budget. ¶La feuille de route (semblable à un plan d'adaptation au niveau sous-national) sera un processus de conduite d'un document technique pour réaliser les instruments de politique transformationnelle. ¶Elle inclura le processus de politique pour un cadre de domestication, institutionnel et opérationnel pour la mise en œuvre, et les processus de surveillance et d'évaluation. ¶Cette étape implique de rassembler également les potentiels partenaires publics et privés, soutenus par les experts techniques et financiers appropriés, pour conjointement élaborer et évaluer la feuille de route. ¶Diverses options pour réaliser ces résultats seront soigneusement lestées avec les institutions nationales et sous-nationales, mesurant l'approche la plus appropriée dans le contexte de la politique nationale. ¶De toute façon, une compréhension complète des processus de la politique sera développée, y compris (a) les étapes dans la formulation de la politique, la planification et l'attribution des ressources, (b) les opportunités et les principales et importantes étapes, (c) les principales délivrances, et (d) le plan d’implication des principaux dépositaires qui doivent être engagés en tant qu'éléments du processus conduit par les pays pour intégrer la Charte de l'Eau du Lac Tchad dans la planification et la budgétisation.¶
* Des stratégies financières durables seront élaborées pour la budgétisation des mesures relatives identifiées dans la Charte de l'Eau. ¶L'attribution améliorée des ressources financières fera une différence particulière dans le processus d’intégration au niveau national. Les étapes suivantes sont ¶proposées: ¶(i) élaborer les approches programmatiques et budgétaires pluriannuelles et (ii) développer une vision cohérente pour les investissements externes et nationaux sur le climat.¶
* Surveiller au moins deux (2) pays en faisant le plaidoyer et en mettant en application la feuille de route comptant sur le processus de la politique nationale et de l’opportunité.¶

***Rendement 2.2 :¶*** *Engager les principaux dépositaires dans le processus d’appui à l’intégration et à la mise en œuvre de la Charte de l'Eau du Lac Tchad et d'autres outils de politiques appropriées et de gestion (par exemple la gestion conjointe des eaux de surface et souterraines).¶*

Les principaux dépositaires, qui incluent les communautés vivant autour du lac, le secteur privé exploitant les ressources du bassin, les CSOs, les universitaires, etc. ont besoin d'être informé au sujet des décisions sur les instruments de politique du BLT, surtout depuis qu'ils ont un rôle important à jouer dans l’instrumentalisation de ces décisions sur le terrain. ¶Un modèle populaire pour parvenir à ce but est l'utilisation des mécanismes de participation et de consultation de multi-dépositaire (élaboré sous Rendement 3.4). ¶Des activités suivantes seront entreprises :¶

* La traduction de la Charte de l'Eau dans 11 dialectes (tels que le Kanuri, le Mobber, le Buduma, le Haussa, le Kanembu, le Kotoko, l’Arabe de Shewa, le Haddad, le Kuri, le Fulani et le Manga) et la production du livret sur les outils principaux de gestion de l'eau s'est adaptée au besoin des communautés (au moins 5000) ;¶
* Les campagnes de prise de conscience à travers les rencontres locales et à travers les médias nationaux et les radios communautaires ;¶
* Organiser le forum national avec les décideurs locaux et les usagers de l'eau du bassin sur le processus de la politique pour la domestication de la Charte de l'Eau, les avantages de la mise en œuvre de la Charte de l'Eau et de la gestion conjointe des eaux de surface et souterraines;¶
* établir les mécanismes pour que ces dépositaires surveillent et évaluent l'impact de la mise en application de la Charte de l'Eau et de la gestion conjointe des eaux de surface et souterraines ¶

***Rendement 2.3* :** *Opérationnaliser les c****¶****omités interministériels pour améliorer la coordination et soutenir le processus de la politique d’intégration. ¶*

La révision des comités interministériels (CIM), mise en place pendant le premier projet de FEM, sera un outil utile pour faciliter l’intégration et l'exécution des nouveaux cadres de la politique. ¶Le but est de fournir des structures pour la coordination entre différents ministères impliqués dans la gestion des ressources en eau (par exemple le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'hydraulique, de l’Irrigation, de l’Energie, de transport, des Finances, de Décentralisation, etc…) ¶qui qui ne peuvent être à mesure d’œuvrer facilement ensemble. ¶L'opérationnalisation de tels corps sera faite par le processus suivant :¶

* Redéfinition du mandat et l'établissement des mécanismes de gestion ;¶
* Organiser la formation et la prise de conscience des membres pour renforcer les capacités des autorités nationales à surveiller efficacement conformément aux règlements et aux normes élaborés pour la BLT.¶
* Organiser des rencontres régulières des CIM pour discuter sur les aspects politiques et résoudre les spécificités de la politique, ensemble avec les décideurs au nom des membres des ministères ¶
* Évaluer la contribution des CIM à la gestion du bassin du Lac Tchad et analyser les mécanismes durables de financement pour soutenir l'opération des CIM.¶

¶**Composant 3 : ¶Capacité renforcée des ministères nationaux, des Institutions et des autres dépositaires (par exemple les universitaires, la société civile) afin de soutenir le développement/la réactualisation de la politique et l'identification des investissements prioritaires menant à améliorer de la gestion l'eau et de l’écosystème ¶**

Avec le soutien de la Coopération Allemande (à travers GIZ et BGR), la construction actuelle de la capacité des personnels du BLTC et les gestionnaires de l'eau est mise en œuvre dans les domaines des méthodes hydrogéologiques sur la collection et l'analyse des données des eaux souterraines; le ¶changement climatique, les stratégies d'adaptation et les meilleures pratiques. ¶L'impératif principal que le projet du FEM devrait se focaliser afin d’assurer la constance de ses interventions est la forte capacité des dépositaires de mettre en œuvre avec succès et efficacité la PAS, la Charte de l'eau et d'autres outils de gestion du Bassin conçus pour protéger, examiner et surveiller les ressources en eau du Bassin et les écosystèmes. ¶Le composant de la construction de capacité visera 4 dépositaires principaux: les ¶gestionnaires des ressources, les usagers, les universitaires et les décisionnaires. ¶Le PNUD utilisera une expérience considérable Nette de Capital, les matériaux de formation, les cours d'instruction et les outils dans une large portée de matières liées à l’IWRM pour occasionner la construction de capacité afin de développer les Programmes Transfrontaliers de Surveillance et d'Indicateur. ¶Ceci sera utilisé pour renforcer à la fois les instituts et les ministères du gouvernement, pour aider à renforcer le rôle et les possibilités des organisations de la société civile à soutenir avec efficacité et ténacité la gestion du Bassin du Lac Tchad. ¶

***Rendements et activités ¶***

***Rendement 3.1 : ¶****Développer les capacités de gestion des personnels techniques des ministères*

Des formations appropriées seront organisées pour les services de continuations (l’agriculture, l’environnement et l’eau, le bétail, etc.) ¶surveillant quotidiennement l'utilisation des ressources du bassin. ¶Le programme des études inclura : ¶la gestion conjonctive des eaux de surface et souterraines, la protection environnementale des ressources en eau (la lutte contre la pollution, le contrôle importun), la gestion durable des ressources naturelles, la gestion basée sur l’écosystème, la gestion sensible de genre, la gestion des risques de désastre, les exigences environnementales en eau, etc. ¶Les activités spécifiques incluent : ¶(i) l’identification des besoins de formation et du développement spécifiques d'un programme de formation détaillé ;¶(ii) l'organisation d’au moins de 15 formations existentielles assurant la participation égale des hommes et des femmes ; ¶et (iii) la surveillance et l'évaluation des activités de formation, se basant sur la connaissance réelle développée pour son application.¶

**Rendement 3.2 : ¶Développer la capacité de gouvernance des décideurs (les ministères, les parlementaires et les décideurs locaux).**

¶Les objectifs sont de soutenir les décideurs avec les capacités et les mécanismes nécessaires pour une meilleure prise de décision pour la coopération en eau et la gestion intégrée et de négocier des solutions en eau dans des contextes multilatéraux et à travers des frontières nationales. ¶Des ressources seront utilisées pour concevoir et institutionnaliser des matériels et des programmes de formation pour améliorer les capacités du décideur sur (i) l’évaluation de la gouvernance des ressources du bassin, les capitaux principaux économiques incluant l'infrastructure, les gains économiques, à court et long terme; ¶(ii) la promotion de l'intégrité et de la responsabilité dans la gestion de l'eau ;¶(iii) l’utilisation des Evaluations de l’Impact Environnemental en proposant le développement des infrastructures, (iv) intégrer, économiser et mettre en œuvre les Cadres Légaux et de Régularisation régissant la gestion du Lac Tchad. ¶Basé sur le besoin identifié pendant la phase de commencement du projet, d’au moins 10 séances de formation seront organisées et des outils de surveillance appropriés seront établis pour garantir l'application de la formation.

¶

***Rendement 3.3 : ¶RenforcRe*** *Renforcer la capacité des universitaires dans le développement de la recherche.*

À travers le BLT les pays ont déjà fondé les centres de formation appropriés en soutien à la gestion des ressources. ¶Parmi eux, l'Ecole de Formation Agricole Régionale de Ngala (Nigéria) a été fondée en Mars 1977 par le BLTC afin de former les cadres de niveau intermédiaire des Etats membres notamment le Cameroun, le Niger, le Nigéria, le Tchad et la République Centrafricaine. ¶La formation vise à fournir aux agences rurales de développement et aux fermiers de la sous-région les agents compétents de continuation, capables de mettre en œuvre des programmes et des techniques agro-forestières et pastorales afin d'améliorer des rendements de ferme et préserver les ressources naturelles.¶ Le Centre de la Pêche de Djimtilo (Tchad) est fondé pour former les communautés de pêche sur l'amélioration de leurs méthodes. ¶Il y a également d'autres centres agricoles établis à Diffa (Niger), Ndou (Cameroun), Koundoul (Tchad), qui entreprennent des activités sur l'irrigation. ¶Les ressources de FEM appuieront les instituts et universités de recherche clés pour entreprendre la recherche et la formation sur l’émergence des besoins pour la gestion du Lac Tchad (par exemple la gestion conjointe des eaux de surface et souterraines, le risque climatique, etc.). ¶Les enseignants chercheurs et les étudiants bénéficieront des bourses afin d’améliorer leur connaissance, entreprendre la recherche et les modules de formation spécifiques seront développés et intégrés dans les programmes d'études. ¶Le forum scientifique annuel sera organisé pour partager des résultats de recherche de cible. ¶Enfin, les affaires politiques seront produites des résultats de recherches, et partagées avec des décideurs politiques à travers différentes plateformes.

¶

**Rendement 3.4 : ¶Développer les capacités de participation des utilisateurs du bassin**

¶Les communautés de rive sont des dépositaires qui sont les plus grands bénéficiaires des activités du BLTC puisqu'elles peuvent obtenir des développements financés par les partenaires donateurs. ¶Ce sont principalement des éleveurs, des fermiers, des pêcheurs, des associations des marchands de poissons en gros, des associations de femmes impliquées dans le marché du jardinage et l’artisanat, les chasseurs traditionnels et les bicherons, les usagers des produits forestier sans bois, et plus nouvellement des mineurs de sable dérivent directement leur subsistance et revenus du BLT. ¶Avec des ressources du FEM, les communautés augmenteront la participation publique à moins que les moyens d'amélioration de la gestion de l'eau passent par une meilleure planification et prise de décision plus avisée. ¶Des activités suivantes sont prévues : ¶

* Établir le réseau de dépositaires du Lac Tchad et développer le programme public de participation (y compris la stratégie financière) ¶
* Organiser le forum de formation et d'information pour renforcer la compréhension des défis environnementaux du Lac Tchad et des problèmes émergeants et accéder aux outils appropriés et à la connaissance de la gestion du bassin du Lac Tchad;¶
* Participation des Réseaux aux rencontres statutaires du BLTC ¶
* Développer les outils de communication (bulletin, couverture médiatique, etc…) ¶accentuer la contribution du réseau à la gestion du Lac Tchad ;¶
* Établir l'évaluation et le mécanisme de surveillance pour évaluer continuellement et pour améliorer la qualité de la participation et des impacts sur la gestion du BLT.¶

**Composant 4 : Le système de ¶Surveillance, de Modélisation et des Données/Informations pour la gestion intégrée des Ressources en Eau, terrestres et la biodiversité du Bassin**

**¶**

Les résultats du TDA et des discussions avec des dépositaires pendant la préparation de ce document du projet ont prouvé que la gestion durable au niveau du bassin et la capacité de soutenir la mise en œuvre des initiatives planifiés, le programme stratégique du bassin, de la charte de l'eau, le programme d'investissement et des programmes nationaux/régionaux, des politiques, des projets et des programmes exigent la connaissance logique et ajustée sur le statut des ressources d’eaux du bassin et des écosystèmes. ¶Avec la Coopération Allemande, le BLTC renforce le programme, la coopération et les capacités de communication, pour une meilleure exécution de ses tâches et pour réaliser des résultats durables à travers l'appui de DSS base données en extension, le GIS, de logiciel, structurant le rapport de deux ans, développant un système de surveillance et d'évaluation, installant un système d'indicateur, réactivant le protocole d'échange des données avec les Etats membres. ¶Les projets de l’AfDB (PRODEBALT et PRESIBAL) soutiennent le BLTC pour améliorer le réseau météorologique hydraulique et améliorer la capacité de produire en temps réel les informations et des séries des données. ¶Même si le cadre du système de surveillance est en place, l'opérationnalisation est toujours basse notamment à cause de la faible implication des dépositaires du bassin dans le partage des données.¶ Le composant 4 du projet répond au besoin de renforcement de la collecte des données participatives proportionnées et de partager le système ainsi bien que les capacités des dépositaires pour la gestion transfrontalière durable. ¶Les résultats prévus de ce composant se relient à la connaissance et la surveillance des divers aspects des ressources naturelles du bassin, en utilisant l'approche participative à plusieurs niveaux, le système d’alerte anticipateur pour mieux se protéger, contrôler et surveiller l'eau, le climat et la biodiversité du Bassin du Lac Tchad. Il¶IlIlIiilhghfhnhnhnr reproduit les actions qui contribuent à la connaissance de renforcement, à la caractérisation scientifique et à la surveillance des ressources naturelles du bassin du Lac Tchad, étant une meilleure adaptation au changement climatique, à la gestion durable des écosystèmes du Bassin.

**Rendements** ¶**et activités ¶**

***Rendements 4.1. ¶****Établir la collecte et le partage de données à participation multiple en employant le savoir scientifique des populations autochtones*

*¶*

L’approche contrôlant l’eau de niveau multi-participatif fournira un mécanisme pour la coordination régionale et les actions de collaboration pour permettre aux associés riverains d'exploiter les ressources et de compétence d’une large portée des dépositaires et des groupes d'intérêt en vue de résoudre des problèmes liés à l’environnement et aux ressources en eau. ¶Les activités ci-après sont prévues :¶

* L’inventaire et l’analyse des données nationales/régionales existantes et de bassin d'information, comprenant l'analyse institutionnelle et les formations, l'établissement d'un mécanisme pour la circulation des données et d'information aux niveaux nationales et régionales.¶
* L’évaluation de compréhension communautaire des ressources d’eau. ¶Elle étudie l'usage actuelle de l'eau, les observations sur l'état de l'eau, la confiance de la communauté sur la qualité/approvisionnement de l'eau et la possibilité d'augmenter des programmes de contrôle communautaire.¶
* La création d'un Groupe de Travail Régional pour la gestion des Données comprenant les scientifiques et la population autochtone qui permettent de collecter, d’intégrer et d’analyser les collectes des données riches disponibles dans la région et qui montrent les résultats de tel manière que les spécialistes et les non-spécialistes peuvent y comprendre ;¶
* Organiser l'atelier régional sur la gestion des données afin de réviser et de valider le protocole de partage des données proposés. ¶

***Rendement 4.2. ¶****Développer un système d’alerte précoce contre l'inondation et la sécheresse pour permettre aux individus, aux communautés, aux sociétés, aux organismes et aux institutions menacés de se préparer et agir de façon efficace afin de réduire la probabilité des risques et de dommages.¶*

Il est universellement reconnu que le changement climatique est l'un des conducteurs majeurs du changement global qui auraient un effet profond sur le développement durable. Il¶i a été souligné que l'eau est le moyen anticipateur par lequel le changement climatique influence l'écosystème et ainsi que la vie et le bien-être des sociétés. La lutte¶lu contre les causes du changement climatique est souvent très difficile ou impossible à cause des contraintes technologiques ou économiques. Concernant¶concernat le bassin du Lac Tchad, il est recommandé d'adresser des préoccupations d'adaptation/résilience: connaissance meilleur¶m de la situation, anticiper des réponses proportionnées pour changer les conditions. ¶Le système de l’alerte anticipateur visant à réduire les sécheresses, les inondations (comprenant, les scénarios, les mesures de réduction d'impacts, l'état de préparation de désastre et les programmes de gestion) seront développés sur des résultats des activités de recherches et des plateformes communautaires pour transmettre l'information de l’alerte anticipateur sur des inondations, de sécheresses pour améliorer la connaissance de la population autochtone sur des prévisions de climat établies pour réduire la vulnérabilité. ¶Les activités suivantes seront entreprises :¶

* Établir la structure organisationnelle qui appui la production des données primaires au niveau local, pour être transférer jusqu'au niveau national et régional, tout en étant également capable de la dissémination sur une large population, au niveau de l’information et de la méthode d’alertes de l'analyse de données avancées, et des prévisions météorologiques. ¶La structure organisationnelle sera liée aux actions élaborées associées à l'établissement de la participation publique (rendement 3.4) et de la collecte de données de participation.¶
* La revue et la mise à jour des connaissances actuelles sur l'état de changement climatique, comprenant la caractérisation, les impacts environnementaux et les conséquences socio-économiques seront rapportées. ¶Le soutien sera fourni à BLTC et aux centres de recherches pour développer/calibrer, ainsi qu’aux modèles d'essai, qui permettent à des projections de changement climatique et d'impacts sur des régimes hydrologiques, et produire un programme sur des secteurs vulnérables (principalement ceux qui risquent d’inondation et de la sécheresse). ¶Des liaisons seront développées avec le travail de GIZ, de l'UNESCO et de BGR en cours, sur l’établissement de la cartographie et de la compréhension du système hydrologique. ¶Les Communautés participantes à la structure organisationnelle seront formées sur l'identification et l'alerte sur des risques émergents (signes anticipateurs) et surveiller d'autres indicateurs (ou signes) comme ceux qui seront définis dans la phase de conception. ¶ils seront également préparés pour le transfert d'information sur des conséquences des désastres.¶
* Établir une base de données fonctionnelle pour analyser et produire l'information appropriée liée aux systèmes d'information existants. ¶Le système de base de données inclura l’ensemble de données, contenant des indicateurs d’une manière significative sur l’alerte anticipateur et d’urgence, qui permettra le déclenchement de réponse ciblée à court délai. Cependant¶P, des messages classés comme la plus haute alerte peut atteindre des personnes de ressource principales en temps réel, des rapports réguliers seront produits sur une action de réponse et de base hebdomadaire appelée dans un temps maximum de dix jours. ¶Pour faciliter la préparation des rapports hebdomadaires, la structure d'un nouveau rapport avec le contenu minimum sera identifiée, les questions de base préparées et développées sur la base de données à être utilisée (probablement sur commande) d'une façon conviviale.¶
* Des ressources seront allouées pour le développement des Procédures Standards d'Opération *(*PSO), pour le fonctionnement décent, logique et durable. ¶Les PSO spécifieront des intervalles de temps de la collecte de données et de la transmission. ¶Il sera également développer les indicateurs faciles à surveiller mais également à informer sur les facteurs influençant les différents risques auxquels non seulement les différentes communautés y dépendent sur l'utilisation de la terre et sur le niveau des risques, mais aussi sur des différents types de personnes (sexe, âge, classe sociale ainsi que sur l'emplacement de maison, des modèles de mobilité et des moyens d’existences) qui y sont exposés.¶
* Un système de dissémination fiable et bien-organisé sera mis en place pour la diffusion de l'information en temps partiel sous l'observatoire environnemental. ¶La communication entre les différents niveaux fonctionnera dans deux directions :¶- en dessous, du niveau local vers le niveau national puis vers le niveau régional. ¶La communication et la diffusion des messages seront dirigés selon les PSO et dépendront sur type d'information et d'urgence. Les d¶ifférents systèmes de communication et de diffusion peuvent être appliqués pour transmettre l'information entre les dépositaires et ¶ les membres de la communauté.¶

*Rendement 4.3. ¶Contribution à la communication de FEM IWLEARN ¶*

Avec l'appui de la coopération allemande, le BLTC a établi un mécanisme de communication pour susciter la prise de conscience du bassin (ses ressources et ses problèmes), d’informer sur des actions entreprises et sur leurs résultats, d’expliquer le rôle de BLTC et d’établir un lien continu avec tous les associés. ¶Sous les ressources de FEM, le BLTC améliorera la communication en établissant l'information et le système de partage d’expériences qui contribuent aux activités de FEM IW LEARN. ¶Les activités suivantes sont prévues :¶

* Le développement d'une stratégie de partage d'information et d’expériences avec FEM IW LEARN ¶
* Études, publications et reportage pour informer le FEM IW-LERAN. ¶Il s'assurera que les informations sur les pages Web de BLTC y sont exactes comme les données utilisées dans les outils et tirées de ces pages. ¶Les projets peuvent soumettre un inventaire des données spatiales disponibles, l'information géographique comprenant la position de PCU, des sites de démonstration de projet, des points chauds, de cadre juridique et institutionnels, d'autres données visuelles qui seraient d'intérêt pour l’établissement d’une carte visuelle.¶
* Participation dans plusieurs plateformes d'échanges de l'IWLEARM: ¶L’équipe de projet et les associés appropriés au niveau national et régional seront soutenus pour participer au forum régional /international tenu sous FEM IWLEARN, afin de donner leurs entrées de valeur sur des thèmes et des activités. ¶Le projet appuiera également la participation dans des échanges d'étude pour des pratiques réussies de réplique de potentiel et à la contribution de large étude de portfolio, et de partager les avantages de l'échange avec d'autres projets. ¶En conclusion, la contribution à la Communication des pratiques sera facilitée pour communiquer avec les membres de la Communauté via des blogs, des sites web, des forums, et des wikis afin de partager des expériences, poser de questions, échanger des informations etc.¶
* La contribution aux publications d’IW-LEARN. Elle¶i soumettra des notes d'expériences sur les expériences de projet spécifiques qui peuvent être d'intérêt aux autres projets dans le portfolio d’IW. ¶Les Notes d'Expériences peuvent couvrir une série des sujets liées à la gestion de projet, à la participation des dépositaires, aux questions techniques, aux projets de démonstration etc. ¶Le projet contribuera également au Bulletin Electronique de LEARN et d’autres publications appropriées.¶

**Composant 5. ¶Mettre en œuvre des projets pilotes fondées sur la communauté ciblée pour démontrer les avantages de la réduction de stresse au niveau local/national/régional à l'appui de l'exécution du PAS¶**

Nonobstant son importance, les ressources d’eau et les écosystèmes associés dans la plupart des bassins sont de plus en plus menacés par l’intensification et les pressions non viables de la croissance rapide des populations et des villes ainsi que des activités agricoles et industrielles en expansion. Il est surtout¶i vrai que depuis les années 70 les conditions climatiques font face à la variation chronique et déficits de la pluviosité et des ressources d’eaux de surface. ¶Dans l’effort d’accélérer la croissance économique, plusieurs cuvettes et politiques nationales de l'eau et de l'environnement montrent des limitations claires dans leur capacité de promouvoir l'utilisation de ressource équitable et durable. ¶Le bassin du Lac Tchad n’a d’aucune exception et ceci nécessite une intervention urgente. ¶En soutien au BLTC et aux pays, le projet de l’AfDB PRODEBALT installe des fonds de développement locaux pour financer les infrastructures de base communautaire et des microprojets de la diversification et de la promotion des secteurs favorables. ¶Le nouveau projet de l'AfDB PRESIBALT soutiendra l’accroissement de l'emploi et de production de revenu à travers des travaux à forte main d'œuvre pendant les périodes non-cultivable et le financement des activités de la production de revenu (comprenant le développement des productions en utilisant des technologies vertes). ¶Le programme d'adaptation de GIZ est également en train de développer et disséminer des diverses mesures d'adaptation dans les principaux systèmes de production. ¶Le projet financé par FEM PNUD complétera ces lignes de base et soutiendra le BLTC, les gouvernements nationaux et les communautés locales à gagner d’expériences pratiques et de ‘‘preuve de concept’’ sur la gestion de l’écosystème durables et de choix de subsistances.¶

**Rendements et activités ¶**

***Rendement 5.1 :¶*** *Projet régional de contrôle des espèces végétales envahissantes.¶*

Dans le bassin du Lac Tchad, la prédominance des espèces envahissantes sont identifiées comme l’une des sept soucis prioritaire environnementaux dans l'analyse diagnostique transfrontalière du bassin (TDA). ¶Le problème est surtout vu dans le sous bassin de Komadugu-Yobe, le sous-système de Chari Logone et également dans le lac. ¶Dans le sous-système de KYB, il y a deux importantes espèces envahissantes, le roseau-massue et les oiseaux rongeurs de grains (oiseaux tisserins). ¶Dans le système Chari-Logone c'est de l'eau jacinthe, cependant le Typha et l’eau jacinthe ont envahi le lac. L’impact¶l environnemental majeur de mauvaises infestations est le colmatage, qui égalise parfois la déviation des canaux menant à canaliser et drainer l'inondation; ¶et la perte de subsistances, de la pauvreté et de ressources sont en opposition. ¶Le BLTC a la surveillance du programme envahissant, comme investissement prioritaire dans le programme d’investissement 2013-2017. ¶Avec des ressources de FEM, les activités ci-après seront entreprises :¶

* L’établissement de la carte du programme envahissant et l'évaluation des technologies pour l’éradication/surveillance et utilisation par les communautés ;¶
* Entreprendre la démonstration pilote des stratégies/approches pour la surveillance des espèces envahissantes, comprenant les communautés de formation sur le marketing. ¶Les activités du projet se focalisent sur une approche intégrée assemblée avec la participation proche des communautés locales dans le processus de surveillance. ¶Des membres des communautés locales seront formés dans la gestion des ressources naturelles et muni avec des entrées pour soutenir leur culture horticole, utilisant l'engrais composé des mauvaises herbes de la moisson. ¶L'approche sera développée pour convertir l'herbe de roseau-massue et d'autres déchets agricoles comme biomasse pour la production d'énergie. ¶Ceci contribuera à assurer la durabilité du projet en démontrant aux fermiers locaux l'augmentation potentielle de la production et le revenu résultant de l’utilisation des mauvaises herbes aquatiques de la moisson. ¶Le projet est établi en partant sur une approche axée sur la demande de bénéficiaire, au niveau national aussi bien qu'au niveau communautaire, avec la pleine participation des fermiers et des pécheurs locaux dans les activités et dans l'adoption des méthodes recommandées.¶
* Surveillance et évaluation des impacts environnementaux et socio-économiques des activités de surveillance.¶

***Rendement 5.2 :¶*** *Promouvoir le financement durable des activités génératrices de revenus fondées sur l’écosystème. ¶*

Avec des ressources de FEM, l'utilisation durable des ressources naturelles et des services d'écosystème seront promu, par l’apport de financement durable aux communautés pour le déplacement de barrière aux activités productives de revenu fondées sur l’écosystème, qui apportent des avantages aux membres de conservatrice. Le ¶Financement durable sera réalisé par:¶

* La création du service de financement communautaire (CFF), par le crédit existant et l’économie mutuelle ou autres institutions de micro-finance, pour des activités productives de revenu fondées sur l’écosystème rentable visant le rétablir, maintenir et augmenter des services d'écosystèmes tout en améliorant les conditions de vies des communautés. ¶Les activités fondées par le CFF viseront une diversité d’aspects liés à la faune, au tourisme, la sylviculture, et le multi secteur (par exemple les produits forestier d’une autre matière que le bois de construction (NTFP)) mettant l'accent sur la propriété communautaire.¶ La Durabilité et la Performance des institutions de micro finance existants, les crédits et économies mutuels seront améliorés pour attirer, gérer et fiancer la priorité identifiée par les communautés vulnérables;¶
* L'établissement du soutien pour le développement de sous-projet, qui inclura: ¶(i) le soutien technique de développement de sous-projet. ¶Les études de faisabilité identifieront et évalueront des coûts et des avantages pour de nouvelles occasions génératrices de revenu, pour fournir des conseils basés sur le marketing et la gestion d’étude des résultats; ¶(ii) le soutien d'exécution des sous projets se composent de l'assistance technique incorporée de sous projet pour la formation, et le conseille pour le renforcement de capacité des dépositaires locaux, d'assurer la qualité exigée et standard des sous-projets ;¶(iii) le support de suivi de gestion de sous-projet comprenant l'appui et le conseil de gestion, la gestion de compétence, et les activités de réplique; ¶et ¶
* Le partage d’expériences. Il¶ii sera développé avec des outils de communication (tels que des reportages, des DVD, des films, des documentaires, des émissions à la radio et des brochures). ¶Le paquet de l'information sera traduit en formats et langues appropriés pour permettre leur diffusion par les radios communautaires ou les chaines de télévision dans les langues nationales. ¶Tous les matériels seront mises sur des sites Web de BLTC, de l'IWLEARN, de FEM et de PNUD pour s'assurer que les leçons apprises touchent un large public, comprenant les agences internationales. Dépendant sur¶sur les groupes cibles impliqués, le mode de communication approprié sera développé (par exemple le forum local de la connaissance, d’exposition de produit pendant les marchés hebdomadaires, etc.). ¶Le forum des dépositaires sera organisé pour communiquer les approches de la technologie et de genre promu, partager des leçons apprises et d’expériences, afin de les reproduire dans d'autres communautés qui ne sont pas couvertes.¶

**Composant 6 : Etudes de ¶Pré faisabilité pour identifier des opportunités d’investissements du PAS du Lac Tchad**

Reconnaissant les investissements significatifs qui sont exigés pour mettre en œuvre des engagements sous le PAS, ce projet entreprendra une évaluation de pré faisabilité pour réviser ces besoins et recommander des investissements et des approches spécifiques, afin de protéger le bassin du Lac Tchad et améliorer les moyens de subsistance pour mieux comprendre les approches exigées, et soutenir la mise en œuvre de PAS. ¶Pendant le 14ème sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de BLTC qui s'est tenu le 30 avril 2012 à N'Djamena dans la République du Tchad, le plan quinquennal d'investissement (2013-2017) a été adopté. ¶Ce plan vise à améliorer et préserver l'écosystème tout entier du bassin du Lac Tchad par: ¶(i) l'exécution du projet de transfert d'eau du bassin de l'Oubangui vers le bassin du Lac Tchad; ¶(ii) l'utilisation durable des ressources naturelles; ¶(iii) la conservation des écosystèmes du bassin du Lac Tchad; ¶(iv) intensifier la participation et la qualité des dépositaires; ¶(v) la mise en œuvre de la Charte de l'eau du bassin du Lac Tchad; ¶(vi) la mise en œuvre du plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM) dans les pays membres; ¶et (vii) la restauration de la paix et de la sécurité durable dans la région. ¶ Le budget total du programme d'investissement est estimé à 891, 250,000€ (802 millions d’Euros pour le NAP). Lors de¶lors la Table Ronde des donateurs en avril 2014 à Bologne en Italie, l'AfDB a promis 89 millions.¶

¶La phase de l’inspection du présent projet de FEM coïncidera avec la révision de mi- terme du programme d'investissement avec celui du démarrage de la révision et de la mise à jour du bassin du Lac Tchad TDA/PAS par la coopération Allemande. ¶Les ressources de FEM se focaliseront sur le soutien de BLTC :¶

* Réaliser l'évaluation de mi- terme du programme d'investissement de 2013-2017 et identifier les priorités du développement, de l'investissement de partage des eaux basés sur des études appropriées socio-économiques, financières, et de l'environnement (en liaison avec le processus de GIZ sur la mise à jour assurée de TDA/PAS). ¶Il mettra à jour également la cartographie des interventions dans le bassin (des projets, des programmes et des associés);¶
* Analyser un ensemble de scénarios de développement pour des investissements de développement orientés vers l'eau. ¶L'analyse de la perspective économique aidera à mieux intégrer les implications du développement de l'investissement dans la gestion de l'eau dans des vastes objectifs de développement économique et de la croissance des pays riverains notamment le bassin du Lac Tchad.¶
* Réaliser une étude détaillée de profits de la coopération et d'investissement commun et voir de quelle façon ces avantages peuvent être partagés. ¶Les pays riverains ont pu réaliser des avantages à court et long terme à travers l'opération coordonnée de la gestion coopérative d’afflux existant planifié, et le développement coopératif d'irrigation. ¶L'engagement dans le bassin dépendra sur des occasions à établir la confiance dans la coopération aux différents niveaux, et dépendra sur des situations politiques et socio-économiques.¶
* Les Études spécifiques de conduite sur des sujets choisis. ¶La programmation à terme détaillée de la gestion et du développement des ressources en eau tirerait de bénéfice des études tels que: ¶les approches des profits et de partage de coûts appliqués aux cas spécifiques ; ¶la détermination de flux électronique, en particulier pour des tributaires; l’¶accélération des interconnexions de transmission d'énergie; ¶et d'autres études considérées essentielles pour la préparation et la prise de décision du projet.¶
* Capacité de construire des décideurs nationaux et de corps subsidiaires de BLTC d'identifier et de développer des projets d'investissement banquable ;¶
* Soutenir le BLTC en préparant et développant le Programme d'investissement en perspectif (2018-2022) dans des forums d’investissements, impliquant le secteur privé, pour financer le programme d'investissement. ¶

¶

¶**II.5. I¶ndicateurs, risques et hypothèses du projet**

Le cadre d'indicateur du projet proposé comprend les outils de localisation internationaux des eaux FEM-6 et est classé avec le cadre M&E du PNUD pour l’adaptation. ¶Des indicateurs de niveau impartial et les indicateurs de niveau de résultat sont indiqués selon la nomenclature du PNUD de la gestion fondée sur les résultats (GFR). ¶La conception du projet prévoit davantage le développement des outils plus spécifiques du M&E, notamment au niveau local de la mise en œuvre. ¶Le niveau local de participation M&E peut être un outil puissant de gestion et de communication, particulièrement pour localiser et démontrer les résultats du projet dans des sites de démonstration. On prévoit qu'un cadre du projet M&E plus détaillé sera développé pendant la phase de début du projet pour la gestion nationale.¶

¶Un plan global du projet M&E a été conçu et inclus dans la section respective du document du projet ci-dessous. ¶Il prévoit des rapports sur l'état d’avancements réguliers, ainsi que des audits, une évaluation à mi- terme et une évaluation de fin du projet.¶

¶Les hypothèses soulignant la conception du projet incluent:¶

* L'existence des capacités scientifiques et techniques pour appuyer le développement des mesures de gestion des risques;¶
* Participation des communautés en évaluant la vulnérabilité, en développant et en mettant en œuvre des options appropriées d'adaptation ¶
* Disponibilité d'information appropriée pour appuyer le processus d'information et de sensibilisation
* L'existence des capacités nationales scientifiques et techniques pour appuyer le développement des mesures de gestion des risques ¶

¶Un répertoire complet de risque est inclus en annexe 1 du document du projet. ¶Il inclut des risques identifiés dans le formulaire d'identification du projet (FIP) (voir ci-dessous) aussi bien que des risques nouvellement identifiés. ¶Des barrières additionnelles sont incluses dans la section de barrière ci-dessus, et sont généralement représentées par les risques indiqués ci-dessous. ¶La plupart des risques sont d’ordres organisationnels ou stratégiques en nature, et relient principalement aux faibles capacités institutionnelles et individuelles actuelle de la structure du service public en termes d'adaptation. ¶En résumé, les risques clés ci-après ont été identifiés (des risques identifiés dans les FIP ou dans les phases allouées du projet de préparation sont identifiés en conséquence) :¶

* L'instabilité politique pourrait affecter la mise en œuvre des actions au niveau de pays (FIP) ¶
* La multiplicité d'interventions pour la mise en œuvre de PAS sans coordination efficace par le BLTC pourrait limiter les résultats attendus et la reproduction des efforts (FIP) ¶
* La variabilité environnementale et le changement climatique pourraient changer des fonctions de l'écosystème et réduire des services de l'écosystème (FIP) ¶
* L’insécurité dans la région - attaques terroristes ou des banditismes réguliers - peuvent compromettre la mise en œuvre et le suivi du programme (FIP) ¶
* Nouveau développement et impacts du projet de ¶transfert de l'eau dans le bassin à partir de l'Oubangui vers le lac Tchad (FIP) ¶

**II.6. Efficacité de Coûts ¶C¶**

Le projet renforcera la gouvernance du bassin du lac Tchad, construira de capacité résiliente de climat des pays riverains et renforcera la capacité des dépositaires pour surveiller, programmer et gérer des ressources en eau du bassin, des écosystèmes associés, et maintenir les moyens d’existence des habitants. ¶Il adressera les priorités qui ont été identifiées pendant le processus de TDA/PAS. ¶Ces priorités ont été pesées comme coût effectif avant que le composant proposé soit choisi, soit mise à jour et élaborée pendant la formulation du projet.¶

¶L'approbation de PAS du Lac Tchad démontre l'engagement des pays participants aux objectifs environnementaux à long terme et leur bonne volonté de commencer le processus de la mise en œuvre de PAS. ¶Les liens entre le PAS et chaque pays de NPAS formeront un élément crucial de la stratégie de la durabilité du projet. ¶En outre, la mise en œuvre des NPAS peut être vue comme un indicateur d’engagement véritable par les pays participants.¶

En m¶ettant en œuvre la politique et les reformes juridiques et institutionnelles convenues sous le PAS du bassin du lac Tchad, en fournissant aux pays et au BLTC les outils de l'information, de capacité et de la gestion appropriés qui faciliteraient le gouvernement du bassin et les perfectionnements du statut environnemental.¶

¶En outre, le projet appui le BLTC à mettre en œuvre un système logique de surveillance, de données et d'information pour renforcer la prise de décision pour la gestion du lac Tchad. Ceci sera développé pour aider le processus de dissémination de l’information environnementale aux dépositaires dans la région, où l'information est actuellement limitée. ¶En améliorant l'accès à l'information, les projets de la communauté locale et la gestion des activités seront mieux compris, favorisant encore la durabilité des interventions soutenus par le projet.

A travers la mise en œuvre ¶Adu projet, les budgets nationaux vont accroitre pour permettre à BLTC de remplir son mandat et de mettre en œuvre le rétablissement et les actions de gestion déjà prévus. Ceci aidera des pays à faire face aux engagements appropriés, sous les composants appropriés du PAS et augmentera la viabilité des ressources biologiques à travers la moisson durable des ressources et de la bonne gestion des changements climatiques.¶

¶La participation active des dépositaires dans plusieurs aspects du projet possible est un facteur important de la réussite globale du projet. ¶Le projet promouvra notamment la participation des dépositaires dans la préparation des changements législatifs car ce secteur aura de l’impact le plus répandu et durable sur des habitants du bassin du lac Tchad.¶

¶Des avantages socio-économiques pour les communautés cible dans les pays riverains seront réalisés d'un certain nombre d'interventions proposés dans le projet. ¶En promouvant la gestion adaptative et en fournissant des occasions pour améliorer des moyens d’existence, il est donc envisagé que le projet contribuera à améliorer les conditions de vies des habitants des pays du Lac Tchad, qui sont parmi les plus pauvre dans le continent africain. ¶Le projet contribuera également dans le progrès des pays vers plusieurs réalisations des MDG. A travers ¶àdes actions innovatrices sur la gestion d'eau et des écosystèmes, le projet augmentera des occasions pour améliorer des moyens d’existence et fournira les avantages concrets aux fermiers et aux pastoralismes, de tous les deux sexes (hommes et femmes).¶

¶Le projet proposé a un potentiel fort de fournir d’expériences et des leçons qui peuvent être adaptées à d'autres régions du monde, particulièrement ceux qui visent à adopter des approches de la gestion basées sur l’écosystème à la gestion transfrontalière du fleuve, des bassins et des lacs.¶

¶Le projet présentera les leçons des projets de démonstrations, des systèmes de partage des données, du développement et de la mise en œuvre des cadres du système d’alerte anticipateur, politique, juridique et institutionnels aussi bien que des outils de gestion du bassin dans une forme qui facilitera leur reproduction, et participera activement dans le FEM et dans d'autres activités qui cherchent à promouvoir la représentation et le partage d’expériences, tels que les Conférences bisannuelle d’IW:LEARN et de FEM IW.¶

**II.7. ¶DurabiliteDurabilité et reproduction¶**

**II.8. ¶Conformité aux politiques de Protection du PNUD**

**¶**

**III. Le Cadre des résultats du Projet**

**IV. Budget Total et Plan de Travail ¶**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ID d’attribution:¶ |  | ID(s) du ¶Projet :¶ |  |
| Titre d’Attribution :¶ |  |
| Unité Commerciale :¶ |  |
| Titre du Projet :¶ |  |
| No de PIMS.¶ |  |
| Partenaire d’application (Agence d’Exécution) ¶ |  |

**V. Dispositions de Gestion ¶**

**Le partenaire d’application** sera la Commission du bassin du Lac Tchad qui coordonnera étroitement la mise en œuvre du projet avec les Points Focaux Nationaux.¶

**Le Comité de pilotage du projet** est responsable de la prise des décisions de la gestion d’un projet, en particulier quand des conseils sont exigés par le Chef de projet régional. ¶Le Comité de pilotage du projetjoue un rôle critique dans la surveillance et dans les évaluations du projet, par la qualité assurant ces processus et ces produits, et en utilisant des évaluations pour l'amélioration, la responsabilité et l'étude de la mise en œuvre.¶ Il s'assure que des ressources exigées sont engagées et arbitrées sur tous conflit dans le projet ou trouver une solution à tous les problèmes avec les organismes externes. ¶En outre, il approuve les nominations et les responsabilités du Chef de projet et de toute la délégation de ses responsabilités d'Assurance de Projet.¶ Basé sur le plan de Travail Annuel approuvé, le Comité de pilotage du projet peut également considérer et approuver les plans trimestriels (si c’est applicable) et également approuver toutes les divergentes essentielles des plans originaux. ¶Afin d'assurer l’ultime responsabilité du PNUD pour les résultats du projet, les décisions du conseil d’administration du projet seront prises conformément aux normes qui assureront la gestion pour des résultats de développement, la meilleure valeur monétaire, l'équité, l'intégrité, la transparence et la compétition internationale efficace.¶ Au cas où le consensus ne pourrait être atteint au Comité de pilotage, la décision finale dépendra du responsable de projet de PNUD. ¶

**L'Entité d'Exécution de Projet (EEP),** basée à N’Djamena, assurera la mise en œuvre journalière et la gestion des activités du projet aussi bien que la collaboration étroite avec l’intervention des municipalités et des communautés. ¶Des membres de l’UEP seront recrutés par le BLTC avec l'appui du PNUD dans son rôle en tant que FEM IA. ¶L’UEP se composera d'un Chef de Projet Régional (C.P), d'un expert de M&E, d'un Directeur de Finances et d'Administration, d'un chauffeur, d'un secrétaire et d'un officier de communication. ¶Le projet développera également le Projet d’Accord avec les Points Focaux Nationaux de BLTC basés pour appuyer la mise en œuvre des activités aux niveaux national/local. ¶Le Chef de Projet Régional a l'autorité pour gérer le projet fondé au nom du partenaire mettant en œuvre dans les contraintes établies par le Comité de pilotage du projet. ¶La responsabilité principale du Chef de Projet Régional est d'assurer que le projet produit les résultats indiqués dans le document du projet, au niveau exigé de la qualité et dans les contraintes indiquées du temps et du coût. ¶Le rôle de l’Appui du Projet assure l'administration du projet, la gestion et l'appui technique au Chef de Projet Régional comme exigé par les besoins du projet individuel ou par le Chef du Projet. ¶Le TOR détaillé pour chacun de ces derniers sera préparé avant l'atelier de commencement, agréé par le PB et par le PNUD/FEM.¶

**VI. ¶Cadre de Surveillance et Evaluation ¶**

Le projet sera surveillé par les activités suivantes de M&E.¶ Le budget de M&E est stipulé dans le tableau ci-dessous.¶

**Début du projet:¶**

Un Atelier de Début du Projet sera tenu dans les deux (2) premiers mois du commencement du projet avec ceux qui ont des rôles assignés dans la structure d'organisation du projet, le bureau pays du PNUD où les conseillers techniques régionaux de politique et de programme approprié/possible aussi bien que d'autres dépositaires.¶ L'Atelier de Commencement est crucial à la propriété de bâtiment, pour les résultats du projet et pour élaborer le plan de travail annuel de la première année. ¶L'Atelier de Commencement devrait adresser un certain nombre de questions clés:¶

* Aider tous les partenaires à comprendre pleinement et à prendre la propriété du projet.¶ Détailler les rôles; les ¶services d’appui et les responsabilités complémentaires du personnel de CO PNUD et de RCU vis-à-vis de l’équipe du projet.¶ Débattre les rôles, les fonctions, et les responsabilités dans les structures de la prise de décision du projet, y compris des lignes de communication, de reportage et des mécanismes de résolution de conflit.¶ Les Termes de Référence pour le personnel de projet seront débattu encore si nécessaire.¶
* Basé sur le cadre des résultats du projet et de l’Outil de Pistage pertinent de SOF (exemple le FEM) si nécessaire, finaliser le premier plan de travail annuel.¶ Réviser et convenir sur les indicateurs, les cibles, leurs moyens de vérification, et revérifier les hypothèses et les risques.¶
* Fournir un panorama détaillé des exigences de reportage, de surveillance et d'évaluation de (M&E).¶
* Le suivi et évaluation du plan de travail et le budget doivent être convenues et planifiées.
* Discuter des procédures d'établissement de rapports financiers et les obligations, ainsi que les modalités de vérification annuelle.
* Planifier et organiser les réunions de la Commission du Projet. Les rôles et responsabilités de toutes les structures de l'organisation du projet doivent être clarifiés et les réunions soient prévues. La première réunion de la Commission du projet doit avoir lieu dans les 12 premiers mois suivant l'atelier de lancement.

Le rapport de l’atelier de lancement est un document de référence important qui doit être préparé et partagé avec les participants pour formaliser des divers accords et plans qui seront décidés lors de la réunion.
**Trimestriel:**− Les progrès réalisés doivent être vérifiées dans le Plateforme de Gestion des Résultats Améliorée du PNUD.
− Sur la base de l'analyse du risque initial présenté, le journal des risques est régulièrement mis à jour dans l’ATLAS. Les risques deviennent critiques lorsque l'impact et les probabilités sont élevés. Notez que pour les projets PNUD-FEM, tous les risques financiers liés aux instruments financiers tels que les fonds renouvelables, les systèmes de micro finance ou la capitalisation des sociétés de services énergétiques sont automatiquement classés comme à risque sur la base de leur caractère innovant (ayant un impact et une incertitude forts à cause d’absence d’expérience antérieure justifiant leur classification comme à risque).
− Sur la base des informations enregistrées dans l’Atlas, un rapport de suivi du progrès du projet (PPR) peut être produit par le profil instantané exécutif.
− D’autres journaux d'ATLAS peuvent être utilisés pour surveiller les problèmes et les leçons apprises, etc. L'utilisation de ces fonctions est un indicateur clé dans tableau d’évaluations équilibrées du PNUD.
**Annuel:**− Le Rapport d’évaluation / d'exécution annuelle du projet (APR/ PIR): Ce rapport clé est préparé pour suivre les progrès réalisés depuis le début du projet et en particulier pour la période de référence précédente (30 Juin au 1 Juillet). L'APR / PIR combine à la fois les exigences des rapports du PNUD et du SOF (par exemple du FEM).

o L'APR / PIR inclut, mais sans s’y limiter, les rapports sur les points suivants:
o Le Progrès réalisés sur les objectifs et les résultats du projet - chacun avec des indicateurs, des données de référence et des objectifs (cumulatifs) de fin de projet.
o Les Résultats du projet générés par les objectifs (annuels) du projet.
o Les leçon apprises / les bonnes pratiques.
o Les rapports des AWP et sur d’autres dépenses.
o La gestion des risques et d'adaptation
o L’ATLAS QPR
o Les indicateurs au niveau des portefeuilles (par exemple les outils de surveillance des principales zones du FEM) sont utilisés par la plupart des principales zones sur une base annuelle.
o La description du cadre du M&E pour les objectifs spécifiques basés sur les principes d'ECR, y compris qui doit participer, le budget, les instruments d'enquête, etc.
**Suivi périodique par des visites des sites:**
Le PNUD CO et le PNUD RCU effectueront des visites à des sites sur la base du calendrier convenu dans le rapport de lancement / du Plan de travail annuel du projet pour évaluer les premières progrès du projet. Les autres membres du **comité de pilotage** du projet peuvent également se joindre à ces visites. Un Rapport des visites sur le terrain / BTOR sera préparé par le CO et le PNUD URC qui sera ensuite distribué pas moins d'un mois après la visite à l'équipe du projet et aux membres du comité du projet.
**Mi-parcours du cycle de projet:**
Le projet fera l'objet d'une évaluation indépendante à mi-parcours à la moitié de sa mise en œuvre (insérer la date). L'évaluation à mi-parcours permettra de déterminer les progrès réalisés pour atteindre les résultats et identifiera les corrections si nécessaire. Elle mettra l'accent sur l'efficacité et la rapidité de mise en œuvre du projet; mettra l'accent sur les questions nécessitant des décisions et des actions; et présentera les premières tirés dans la conception, la mise en œuvre et la gestion du projet. Les résultats de cette évaluation seront intégrés comme des recommandations visant à améliorer la mise en œuvre au cours de la dernière moitié de l’exécution du projet. L'organisation, l’exécution et le calendrier de l'évaluation à mi-parcours sera décidé après consultation entre les parties responsables de l’élaboration du document du projet. Les termes de référence de cette évaluation à mi-parcours seront préparés par le PNUD CO sur la base des directives de l'Organe de Coordination Régionale et le PNUD-EEG. Les réponses de la gestion et de l'évaluation seront téléchargées sur les systèmes institutionnels du PNUD, en particulier le **Bureau d'Evaluation du Centre d'Evaluation des Ressources (CER)** du PNUD. **Les outils de surveillance des principales zones du** SOF (FEM) seront également complétés au cours du cycle d'évaluation à mi-parcours.
**Fin du projet:**
Une Dernière Evaluation Indépendante aura lieu trois mois avant la réunion finale du Comité de pilotage du projet et ne sera entreprise qu’en conformité avec les directives du PNUD et du SOF (par exemple du FEM). L'évaluation finale mettra l'accent sur la prestation des résultats du projet comme prévus initialement (et corrigés après l'évaluation à mi-parcours, si une telle correction avait déjà eu lieu). L'évaluation finale se focalisera sur l'impact et la durabilité des résultats, y compris la contribution au développement des capacités ainsi que la réalisation des avantages / des objectifs environnementaux globaux. Les termes de référence de cette évaluation seront préparés par le PNUD CO sur la base des orientations de l’Organe de Coordination Régionale et du PNUD-EEG.
L'évaluation finale doit également fournir des recommandations pour les activités de suivi et nécessite une réponse de la gestion qui doit être téléchargé au PIMS et **Bureau d'Evaluation du Centre d'Evaluation des Ressources (CER)**. **Les outils de surveillance des principales zones du** SOF (FEM) seront également complétés au cours du cycle d'évaluation à mi-parcours.
Au cours des trois derniers mois, l'équipe du projet préparera le rapport final du projet. Ce rapport complet résumera les résultats obtenus (objectifs, résultats), les leçons apprises, les problèmes rencontrés et les domaines dans lesquels les résultats n’ont pas été atteints. Elle exposera également des recommandations sur les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour assurer la viabilité et la reproductibilité des résultats du projet.
**Apprentissage et Partage des Connaissances:**Les résultats du projet seront diffusés au sein et au-delà la zone d'intervention du projet, à travers des réseaux et des forums de partage d'information existants.
Le projet permettra d'identifier et de participer, le cas échéant et appropriée, à d'autres réseaux scientifiques, et / ou à caractère politiques qui peuvent être utiles à l'exécution du projet à travers les leçons apprises. Le projet permettra d'identifier, d'analyser et de partager les leçons apprises qui pourraient être bénéfiques dans la conception et la mise en œuvre de projets similaires dans l'avenir.
Enfin, il y aura un flux bidirectionnel d'informations entre ce projet et d'autres projets ayant des concentrations similaires.
**Exigences de Communications et de Visibilité:**Le respect intégral est exigé par les directives du PNUD. Celles-ci peuvent être consultées sur <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml> , et les directives spécifiques sur l'utilisation du logo du PNUD peuvent être consultés sur: <http://intra.undp.org/branding/useOfLogo.html>. Entre autres, ces directives décrivent quand et comment le logo du PNUD doit être utilisé ainsi que la façon dont les logos des bailleurs de fonds aux projets du PNUD doivent être utilisés. Pour éviter toute ambiguïté lorsque l'utilisation du logo est nécessaire, le logo du PNUD doit être utilisé conjointement avec le logo du FEM. Le logo du FEM peut être consulté sur : [http://www.theFEM.org/FEM/FEM\_logo](http://www.thegef.org/gef/GEF_logo). Le logo du PNUD peut être consulté sur : <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>.
Le respect intégral est également exigé par les directives de Communication et de Visibilité du FEM («Directives du FEM»). Les directives du FEM peuvent être consultées sur: [http://www.theFEM.org/FEM/sites/theFEM.org/files/documents/C.40.08\_Branding\_the\_FEM%20final\_0.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.08_Branding_the_GEF%20final_0.pdf). Entre autres, les directives du FEM décrivent quand et comment le logo du FEM doit être utilisé dans les publications du projet, sur les véhicules, les fournitures et autres équipements du projet. Les directives du FEM décrivent également d'autres exigences promotionnelles du FEM concernant les communiqués de presse, les conférences de presse, les voyages de presse, les visites de fonctionnaires gouvernementaux, les productions et autres articles promotionnels.
S’il y’a d'autres agences et partenaires du projet ont apporté leur soutien par le biais de co-financement, leurs politiques et exigences doivent être appliquées de manière similaire.

**Tableau XX: Plan de travail et budget du M&E**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type d'activité du M & E | Parties Responsables | Budget en $ US à l'exclusion du temps du personnel de l'équipe du projet | Échéance |
| Atelier de lancement et Rapport | Administrateur du ProjetPNUD CO, PNUD CCA  | Coût indicatif: 10 000  | Dans les deux premiers mois du démarrage du projet |
| Mesure des moyens de vérification des résultats du projet.  | PNUD CCA RTA / L’administrateur du projet supervisera l'embauche des études et des institutions spécifiques, et délègue les responsabilités aux membres de l'équipe concernés.  | 50000 | Début, mi et fin du projet (au cours du cycle d'évaluation) et chaque année si nécessaire. |
| Mesure de moyens de vérification de l'avancement du projet sur sa *production et sa mise en œuvre* | Supervisé par le gestionnaire de projetL'équipe du projet  | 100 000  | Annuellement avant l’ARR / PIR et à la définition de plans de travail annuels |
| ARR / PIR  | Gestionnaire et équipe du projet PNUD COPNUD RTAPNUD EEG | Aucun | Annuellement |
| Rapports Périodique/ d'avancement | Gestionnaire et équipe du projet  | Aucun  | Trimestriellement |
| Evaluation à mi-parcours  |  |  |  |
| Gestionnaire et équipe du projet  | PNUD COPNUD RCUConsultants externes (par exemple l’équipe d'évaluation) | Coût indicatif: 40 000  | Au milieu de l'exécution du projet. |
| Evaluation finale | Gestionnaire et équipe du projet PNUD COPNUD RCU Consultants externes (par exemple l’équipe d'évaluation) | Coût indicatif: 40 000  | Au moins trois mois avant la fin de l'exécution du projet |
| Rapport final du projet | Gestionnaire et équipe du projet PNUD CO Consultant local  | 0 | Au moins trois mois avant la fin du projet |
| Audit | PNUD COGestionnaire et équipe du projet | Coût indicatif par an: 3000 | Annuellement |
| Visites sur les sites du projet | PNUD COPNUD RCU (le cas échéant) Représentants du gouvernement  | Pour projets soutenus par le FEM, payé aux frais d’IA et le budget de fonctionnement  | Annuellement |
| Total des coûts indicatifs à l'exclusion du temps du personnel de l'équipe du projet et le personnel du PNUD ainsi que les frais de déplacement | 255,000 $ US (+/- 5% du budget total) |  |  |

**Audit:** Le projet sera audité conformément au Règlement financier du PNUD et les règles et politiques d'audit applicables.

**VII. Contexte juridique**

Ce projet fait partie d'un cadre globale de projets en vertu duquel plusieurs activités associées séparées au niveau des pays seront mises en œuvre. Lorsque des services d'aide et de soutien sont fournis à partir de ce projet aux activités associés au niveau des pays, ce document doit être l'instrument "Document de projet" référé à: (i) les SBAA respectifs signés pour les pays spécifiques; ou (ii) dans les Dispositions Supplémentaires à inclure dans le Document de Projet au cas où le pays bénéficiaire n'a pas signé un SBAA avec le PNUD et faisant partie intégrante des présentes.

Ce projet sera mis en œuvre par la CBLT en conformité avec ses règlements financiers, règles, pratiques et procédures dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux principes du Statut et du Règlement financier du PNUD. Lorsque la gouvernance financière d'un partenaire d'exécution ne fournit pas les indications nécessaires pour assurer la meilleure valeur des fonds, l'équité, l'intégrité, la transparence et la concurrence internationale efficace, alors la gouvernance financière du PNUD s’applique. La responsabilité de la sécurité et de la confiance du partenaire d'exécution ainsi que de son personnel et ses biens, et les biens du PNUD confiés au partenaire d'exécution, incombe au partenaire d'exécution. Le partenaire d'exécution doit:
a. Mettre en place un plan de sécurité approprié et maintenir le plan de sécurité en tenant compte des réalités de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est en cours d’exécution;
b. Assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire d'exécution ainsi que la mise en œuvre complète du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est mis en place et propose des modifications au plan si nécessaire. Le défaut de maintenir et mettre en œuvre un plan de sécurité approprié tel qu’exigé dans les présentes doit être considérée comme une violation de cet accord.

Le partenaire d'exécution s’engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour se assurer qu'aucun des fonds du PNUD reçus en vertu du document de projet ne sont utilisés soutenir des individus ou des entités liés au terrorisme, et que les bénéficiaires de tous les fonds fournis par le PNUD ci-dessous n’apparaissent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée sur : <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>.

 Cette disposition doit être inclue dans tous les sous-contrats ou sous-accords conclus en vertu du présent document de projet.

# VIII- Annexes